

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2013 et les prévisions 2014 ⁽¹⁾

(Estimation au 15 décembre 2014)

Partie I : les résultats économiques 2013	45
Le résultat des exploitations spécialisées en COP baisse fortement en 2013	46
Viticulture : des résultats contrastés selon les vignobles	47
Bovins lait : un résultat stable en 2013	47
Baisse des résultats pour les éleveurs de porcs et de volailles	48
La part des exploitations ayant des résultats inférieurs à 10 000 euros par actif non salarié s'accroît en 2013	49
La dispersion des résultats en 2013 se contracte après deux années de forte hausse	50
Les résultats sont plus dispersés en orientations végétales qu'en herbivores	50
D'autres indicateurs que le RCAI peuvent enrichir l'analyse des résultats économiques et financiers	51
Partie II : les prévisions 2014	69

(1) Ce rapport a été préparé au Bureau des statistiques sur les productions et les comptabilités agricoles du SSP par Séverine MAYO-SIMBSLER, Alexandru ANDREI, Olivier LOUVEAU, Marie-Sophie DEDIEU, Thierry DE CORLIEU avec la collaboration du Bureau des synthèses statistiques conjoncturelles.

LES RESULTATS ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN 2013 ET LES PRÉVISIONS 2014

Partie I

LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DES EXPLOITATIONS « MOYENNES ET GRANDES » EN 2013, SELON LE RÉSEAU D'INFORMATION COMPTABLE AGRICOLE

En 2013, le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié, des exploitations « moyennes et grandes » est de 25 500 euros en moyenne. Il est inférieur de 25 % aux résultats historiquement élevés de 2010-2012 et de 7,6% au résultat moyen sur longue période (2000-2012).

La baisse des résultats s'observe dans la plupart des orientations mais est particulièrement marquée pour les exploitations spécialisées en grandes cultures, suite au repli des prix des céréales et des oléagineux. Dans deux-tiers des exploitations, le RCAI par actif non salarié est en baisse. La dispersion des résultats se contracte après deux années où elle s'était sensiblement accrue.

En 2013, l'investissement se maintient au niveau élevé de 2011 et 2012. Dans ce contexte, les dotations aux amortissements et les remboursements d'emprunts à moyen et long terme continuent à progresser. Après s'être accrus entre 2010 et 2012, les prélèvements privés, nets des cotisations sociales des exploitants, retrouvent un niveau proche de leur moyenne de longue période.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) est un solde intermédiaire de gestion proche dans sa définition d'un résultat d'entreprise. Solde entre les produits et les charges courantes, il constitue une forme de résultat permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. En 2013, le RCAI des exploitations agricoles de dimension « moyenne et grande » situées en métropole s'élève à 36 500 euros en moyenne.

La définition du RCAI retenue par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) considère les charges sociales de l'exploitant, 13 200 euros en moyenne, comme un élément de rémunération de l'exploitant. A ce titre elles ne sont pas comptabilisées en charges dans le calcul du RCAI. Les plus ou moins-values sur cession d'actifs (5 000 euros en moyenne) et les subventions d'investissement affectées aux résultats (1 300 euros en moyenne) ne sont pas non plus prises en compte dans le calcul du RCAI car elles sont considérées comme exceptionnelles d'un point de vue comptable, même si elles peuvent être sources de revenus. Le résultat de l'exercice, net des charges sociales de l'exploitant, permet de tenir compte de ces trois agrégats. Celui-ci s'établit en moyenne à 30 000 euros en 2013.

Le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié, des exploitations « moyennes et grandes » s'établit en 2013 à 25 500 euros en moyenne

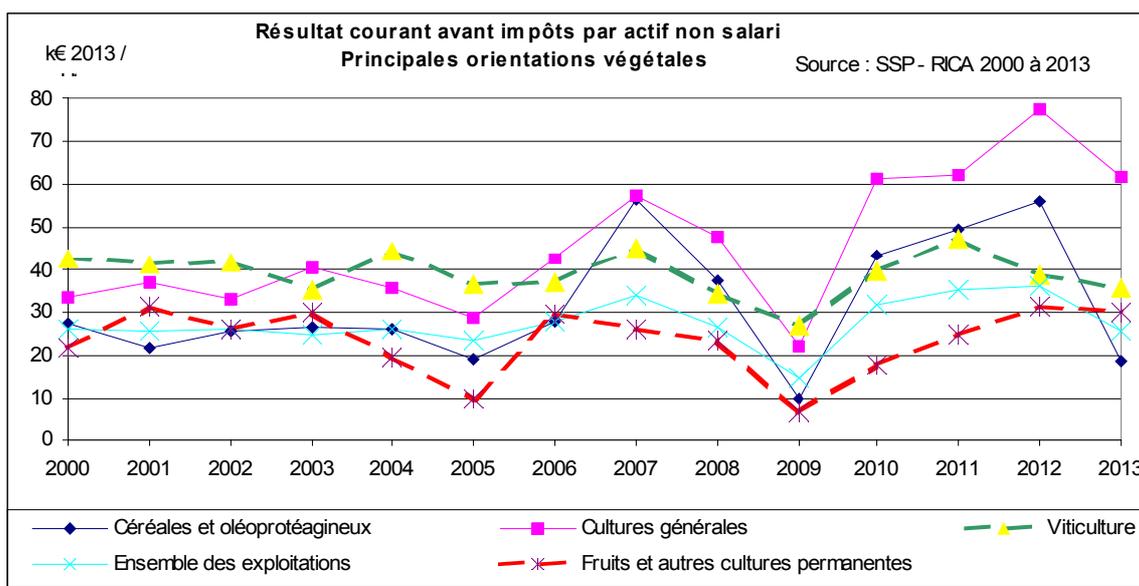
Le principal indicateur de résultat retenu dans ce rapport rapporte le RCAI aux unités de travail non salarié (Utans). Ces unités sont égales en moyenne à 1,4 par exploitation. Le RCAI par Utans s'élève ainsi à 25 500 euros en moyenne en 2013.

Le RCAI par actif non salarié est inférieur de près de 30 % en 2013 à celui de l'année précédente, et de 25 % par rapport au résultat moyen des trois années 2010 à 2012, années caractérisées par des résultats moyens historiquement élevés. La baisse de résultat n'est plus que de 7,6 % si la comparaison porte sur une plus longue période, soit la moyenne 2000-2012.

En 2013, l'ensemble des produits courants est en repli de 4,7 %. En particulier, la valeur de la production, toutes orientations confondues, diminue de 5,2 %, sous l'effet notamment du repli des prix des céréales et des oléagineux, après trois années de prix élevés. Les subventions d'exploitations diminuent, pour leur part, de 3,9 %, avec des versements de droits à paiement unique (DPU) et un taux d'aide à l'assurance récolte en baisse. Les indemnités d'assurance pour dégâts aux cultures (1 500 euros en moyenne) sont en revanche en forte progression (+35,3%).

Comme en 2011 et en 2012, les charges courantes continuent à augmenter (+ 2,1 %) mais à un rythme plus faible. La progression des charges concerne aussi bien les charges d'approvisionnement (produits de protection des végétaux et alimentation animale) que d'autres types de charges (travaux réalisés par des tiers, fermages, frais d'assurance, frais de personnel salarié, dotations aux amortissements). Le poids des charges courantes – charges courantes rapportées aux produits courants – s'alourdit (+5,6 points) et le taux de marge nette (RCAI / produits courants) descend à 15,4 % après 21 % en 2012.

Pour deux exploitations sur trois, le RCAI par actif non salarié diminue. La proportion d'exploitations déficitaires (au sens où le RCAI est négatif) atteint 17 % en 2013 après avoir été inférieure à 10 % au cours des trois années précédentes.



Le résultat des exploitations spécialisées en COP baisse fortement en 2013

En 2013, la valeur de la production des exploitations spécialisées en « Céréales et oléagineux » diminue de 22,3 % en moyenne par rapport à 2012. Cette baisse s'explique par le repli marqué des prix des céréales - blé tendre (-8,6 %) et maïs (-16,0 %) - et des oléagineux – colza (-17 %) et tournesol (-24,1 %), mais aussi par des rendements à l'hectare en baisse pour l'orge, le maïs, le colza et le tournesol. Dans cette orientation, le RCAI par actif non salarié s'établit en moyenne à 18 600 euros en 2013. Ce niveau est trois fois inférieur à celui, exceptionnellement élevé, de 2012 et 40% inférieur au résultat moyen observé sur la période 2000-2012 (32 900 euros). 93% des exploitations ont un résultat en baisse et 27 % ont un résultat négatif.

Les exploitations spécialisées en « cultures générales » cultivent souvent des céréales et des oléagineux mais tirent, pour l'essentiel, leur valorisation des autres grandes cultures comme la

pomme de terre, la betterave sucrière, les plantes textiles, ou les légumes plein champ. En 2013, la conjoncture a été favorable à la pomme de terre ainsi qu'au lin tandis que la production en valeur était stable pour la betterave sucrière et les légumes plein champ. La diversité des productions de ces exploitations leur a permis de limiter la baisse du résultat (-20 % par rapport à 2012). A 61 900 euros en moyenne en 2013, le RCAI par actif non salarié de ces exploitations reste le plus élevé, comme cela était le cas depuis 2010. Près des trois-quarts des exploitations connaissent toutefois une baisse de leur résultat.

En 2013, le résultat des exploitations spécialisées en « Maraîchage » est de 28 600 euros en moyenne par actif non salarié, en baisse de 6 % par rapport à 2012. La valeur de la production diminue de 3,5 % tandis que celle des charges courantes progresse de 1,0 %. Plus de la moitié des exploitations (57 %) ont un résultat en baisse et 17% ont un résultat négatif. Les exploitations spécialisées en « Fleurs et horticulture diverses » ont un résultat moyen de 17 800 euros par actif non salarié, en baisse de 20% par rapport à 2012. La moitié des exploitations ont un résultat en baisse et 20% sont déficitaires.

Viticulture : des résultats contrastés selon les vignobles

En orientation « Viticulture », l'évolution favorable du prix des vins compense la diminution des volumes produits suite aux faibles récoltes de raisin en 2012 et en 2013. La valeur de la production de l'exercice 2013 est ainsi proche de celle de 2012. Le résultat s'établit à 35 800 euros en moyenne, par actif non salarié, en légère baisse par rapport à 2012 (-4,3 %). La moitié des exploitations viticoles connaissent une baisse de leur résultat mais les situations sont très contrastées selon les vignobles. Ainsi, en Champagne-Ardenne, les trois-quarts des viticulteurs bénéficient d'une amélioration de leurs résultats après la forte baisse observée en 2012. En Aquitaine, en revanche, 70% des exploitations ont des résultats en baisse et plus de la moitié enregistrent un résultat négatif. Dans cette région, les ventes de vin varient peu en valeur comme en volume mais la très faible récolte de 2013 (40 quintaux par hectare après 57 quintaux hectare en 2012) ne permet pas la reconstitution des stocks.

Le résultat des exploitations spécialisées en « Fruits et autres cultures permanentes » varie peu en 2013, à 30 100 euros en moyenne par actif non salarié. Près de la moitié des exploitations voient leurs résultats progresser. A la faveur de bonnes récoltes (pomme de table, poire et cerise) ou de prix qui évoluent favorablement (prunes, abricots et pêches), la valeur de la production progresse de 6,1 %. Mais les charges s'accroissent elles aussi (+5,7 %), sous l'effet de la hausse des dépenses en main d'œuvre, qu'elle soit salariée de l'exploitation ou mise à disposition (groupement d'employeurs).

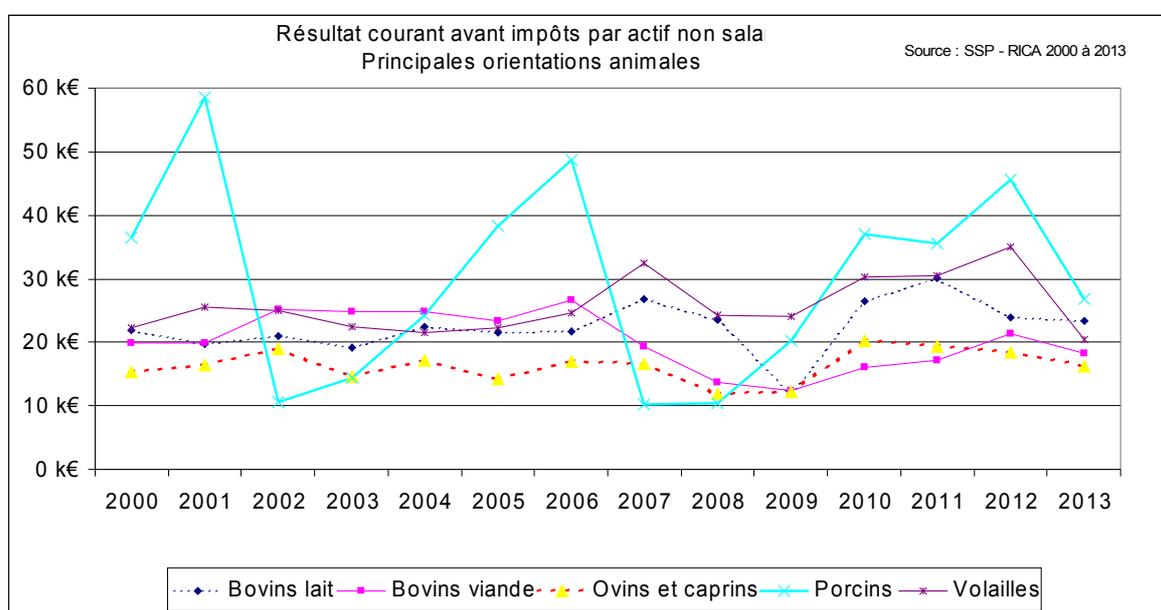
Bovins lait : un résultat stable en 2013

En 2013, la valeur de la production des exploitations spécialisées en « Bovins lait » progresse de 3,2 %. En effet, après une baisse en 2012, le prix du lait payé aux éleveurs s'établit à un niveau relativement élevé en 2013 : 37,8 € par hectolitre contre 35,3 € en moyenne sur 3 années précédentes. Le nombre de vaches laitières augmente également (+3,3 %) tandis que les rendements laitiers (quantité de lait produit par vache laitière) varient peu (6 600 litres). La production d'animaux (vaches de réforme, veaux de 8 jours) reste, pour sa part, stable. Certaines des exploitations de l'orientation « bovins lait » consacrent une partie de leur activité à des productions végétales et notamment céréalières et ont donc vu la valeur de leur production impactée par la baisse des prix des céréales. Les producteurs de lait ont été confrontés à une forte progression des dépenses en alimentation animale (+13,5 %). D'autres charges telles que les travaux demandés à des tiers, l'entretien, les frais de personnel salarié et les dotations aux amortissements, ont aussi pesé sur les résultats. Au final, le résultat moyen par actif non salarié s'établit à 23 400 euros, un niveau très proche de celui de 2012 (-1,7 %). Pour la moitié des exploitations, ce résultat est en hausse.

En 2013, les prix de vente des bovins (broutards, taurillons, veaux de boucherie et vaches de réforme) sont restés à un niveau élevé. La valeur des animaux produits au cours de l'année par les éleveurs spécialisés en « bovins viande » varie peu. Les subventions d'exploitations diminuent en

revanche de 5,9 %. Ce poste de produits est important pour ces éleveurs car il représente près d'un tiers du total des produits courants. Comme en orientation « bovins lait », certains éleveurs de bovins pour la viande produisent également des produits végétaux et ont été affectés, dans une moindre mesure, par la baisse du prix des céréales. Au total, le résultat moyen par actif non salarié s'élève à 18 300 euros dans cette orientation, en baisse de 16,5 % par rapport à 2012. Ce résultat est en repli pour 60 % des exploitations.

Les résultats des exploitations « Ovins caprins » sont eux aussi affectés par la diminution des subventions versées aux exploitants. La valeur de la production des exploitations de l'orientation varie peu (-0,8 %) : la production des animaux (essentiellement des ovins) diminue légèrement (-3 %), celle de lait de brebis est stable tandis que les éleveurs de chèvres ont profité d'un prix du lait en augmentation (+8,0 %). Comme pour d'autres orientations, la progression des charges courantes (+1,4 %) pèse sur les résultats. Le RCAI moyen par actif non salarié s'établit à 16 100 euros en moyenne, en baisse de 12,9 % par rapport à 2012. 55 % des exploitations connaissent une baisse de leur résultat, qu'elles soient spécialisées dans l'élevage des ovins ou dans celui des caprins.



Baisse des résultats pour les éleveurs de porcs et de volailles

En 2012, les producteurs de porcins avaient bénéficié d'une conjoncture favorable avec l'augmentation du prix du porc à l'engrais. En 2013, les prix de vente sont restés comparables à ceux observés en 2012 et les effectifs de porcs à l'engrais sont stables. Dès lors la contribution de la variation des stocks au résultat est nulle. Comme dans d'autres orientations d'élevage, les producteurs de porcins sont souvent producteurs de céréales. Leurs résultats ont donc aussi été affectés par la conjoncture défavorable à ces productions. Les charges courantes, et en particulier celles d'alimentation animale, ont, pour leur part, continué à augmenter (+1,4 %). Au final, le RCAI par actif non salarié baisse fortement dans cette orientation : 26 800 euros en moyenne en 2013 contre 46 200 euros en 2012 et 35 000 euros en moyenne en 2010 et en 2011.

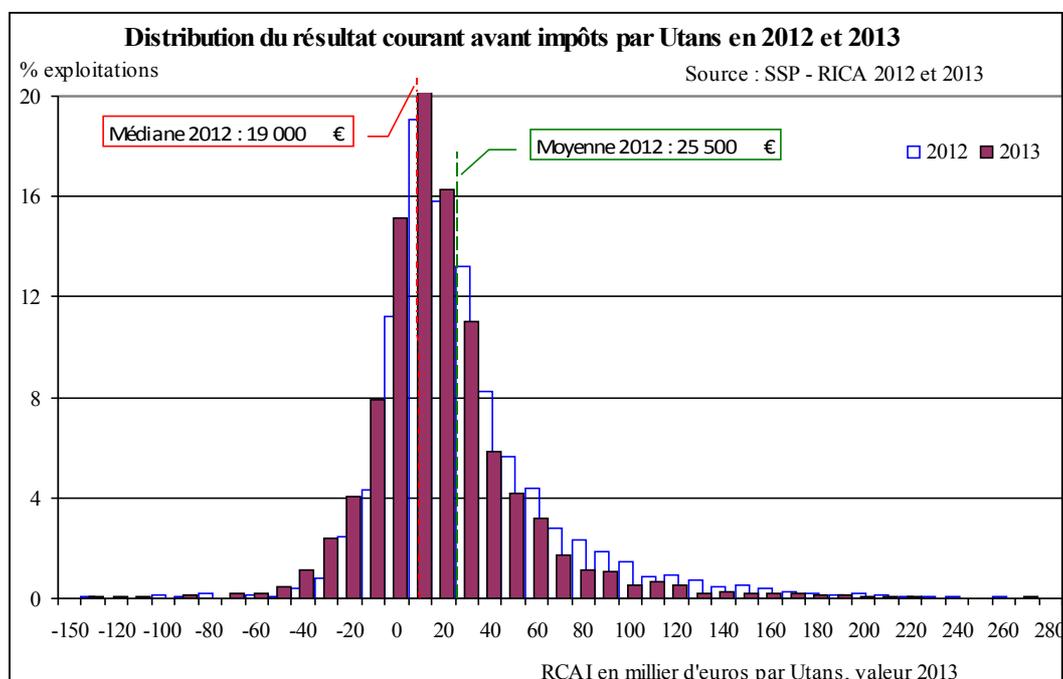
En 2013, les prix des volailles payés aux exploitants sont bien orientés mais la production en volume est en baisse. Au total, la valeur de la production de volailles est stable. Les exploitations de l'orientation « Volailles » ont subi en revanche la baisse du prix des œufs et la conjoncture défavorable des céréales. Au total, avec une valeur globale de la production dans cette orientation qui se contracte, le résultat s'établit à 20 500 euros en moyenne, en baisse de 42,5 % par rapport à 2012. 68 % des exploitations connaissent une baisse de leur résultat.

La part des exploitations ayant des résultats inférieurs à 10 000 euros par actif non salarié s'accroît en 2013

En 2013, le RCAI médian par actif non salarié est de 19 000 euros après 26 500 euros en 2012, soit une baisse de 7 500 euros. La baisse des résultats s'observe dans tous les déciles de la distribution. Ainsi, les RCAI, par actif non salarié, du premier et du troisième quartiles diminuent respectivement de 6 800 et de 13 400 euros.

En conséquence, la proportion des exploitations avec un « faible résultat » (moins de 10 000 euros) augmente fortement (32,0 % après 19,7 % en 2012), tandis que celle avec des « résultats élevés » (plus de 50 000 euros de RCAI par Utans) décroît (15 % en 2013 contre 24 % en 2012).

En orientation « Céréales et oléoprotéagineux », la proportion des exploitations dont le résultat par actif non salarié est inférieur à 10 000 euros dépasse 46 % alors qu'elle n'était que de 24 % en moyenne sur la période 2000 à 2012. Le nombre d'exploitations avec de « faibles résultats » augmente aussi sensiblement dans l'orientation « Polyculture - polyélevage », affectée elle aussi par la conjoncture défavorable aux céréales (39 % après 17 %).



La proportion d'exploitations dont le résultat par actif non salarié est supérieur à 50 000 euros est relativement élevée dans l'orientation « Cultures générales » (48 %) et en « Viticulture » (29 %), orientations moins impactées par l'évolution défavorable de la conjoncture. En « Viticulture », la situation est très variable selon les vignobles. Ainsi, en Aquitaine et en Languedoc-Roussillon, la part des exploitations à « faibles résultats » s'élève respectivement à 67 % et 43 % en 2013.

En revanche, en Champagne-Ardenne et Poitou-Charentes, respectivement 43 % et 62 % des exploitations ont des « résultats élevés ». Le nombre d'exploitations avec un « résultat élevé » reste faible au sein des orientations spécialisées élevant des herbivores, en particulier en « Bovins viande » et en « Ovins caprins » (3 %). La proportion est cependant un peu plus élevée en « Bovins mixtes » (11 %).

Part des exploitations avec un RCAI par unité de travail non salarié inférieur à 10 000 €* en % total de												la catégorie	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Céréales et oléoprotéagineux	31,5	25,8	26,1	26,8	37,2	25,5	6,4	21,2	54,2	14,4	11	8,3	46,1
Cultures générales	17,5	18,7	14	15,3	22,2	13	6,8	13,5	33,9	7,1	8	6,4	15,2
Maraîchage	23	23	32,2	35,6	23	27,5	38,8	30,8	40,3	22,2	38	31,8	33,5
Fleurs et horticulture diverses	26,3	28,9	26,5	32,8	31,5	28,4	29,1	29,9	32,1	28,9	36,8	24,2	32,9
Viticulture	25	22,9	26,2	24,7	35,9	34,4	30,3	33,7	34,3	30,7	22,7	27,4	31,6
Fruits et autres cultures permanentes	31,7	36	34	45,2	45,9	24,4	40,2	36	47,5	44,2	38,6	27,9	29,1
Bovins lait	21,9	19,7	23	16,8	15,6	20,2	13,8	19,9	46,5	14,8	11,9	21,6	23,1
Bovins viande	21	15,2	18,8	18,1	18,4	15,5	28,6	40,3	43,1	34,1	33,4	25,2	26,5
Bovins mixtes	27,2	21	27,8	16,3	18,4	19	14,5	25,4	48,7	17,3	15,5	20,6	22,7
Ovins et caprins	32,3	23,2	37,4	31,9	37,4	35,6	33,1	46,9	51,6	24,7	27,3	29,2	27,8
Porcins	7,3	50,3	41,9	33,9	17,2	15,5	42,9	48,1	37	16,8	23,9	11,6	30,8
Volailles	13,6	13,1	24,8	22,7	20,8	14,9	13,6	25,5	29,9	20,4	18,6	18,3	32
Granivores mixtes	20,8	29,2	25,6	21,3	14,2	9,4	17,7	28,3	39,7	11,4	17,3	14,7	24,5
Polyculture, polyélevage	26,8	23,5	27,8	23,6	28,6	22	18,2	30,8	53,8	17,9	16,6	16,7	38,9

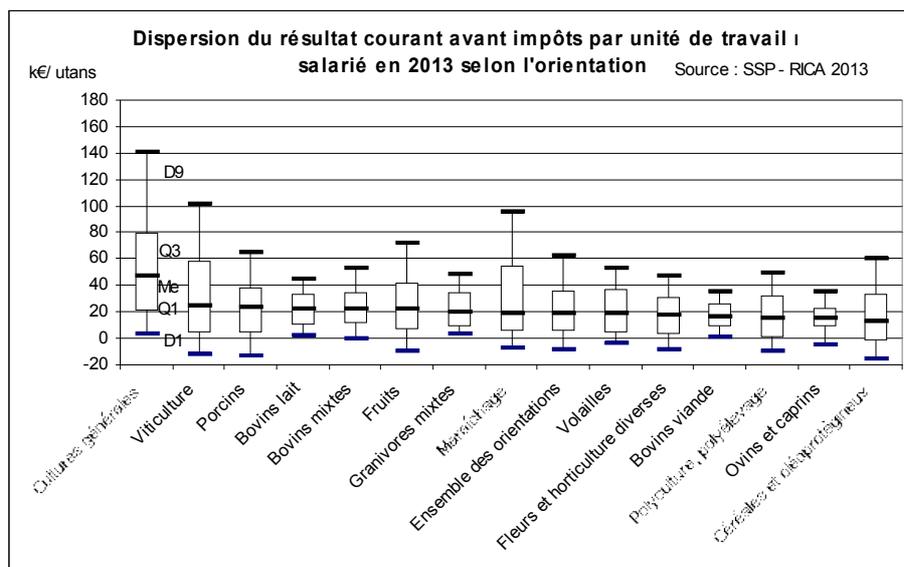
Source : SSP - RICA 2001 à 2013 - année 2013 provisoire

La dispersion des résultats en 2013 se contracte après deux années de forte hausse

En 2013, la dispersion des résultats des exploitations se contracte après deux années où elle s'était sensiblement accrue. L'intervalle interquartile (étendue des résultats obtenus après élimination du quart des exploitations avec les résultats les plus faibles et du quart des exploitations avec les résultats les plus élevés) est de 29 700 euros. Il est en retrait par rapport à celui des deux dernières années : 36 300 euros en 2012 et 33 700 euros en 2011. La réduction de la dispersion se mesure aussi par l'intervalle interdécile (étendue des résultats obtenus après élimination du dixième des exploitations avec les résultats les plus faibles et du dixième des exploitations avec les résultats les plus élevés). En 2013, cet intervalle est de 71 100 €, contre 81 800 € en 2012 et 79 700 € en 2011, années où la forte dispersion de résultats provenait, en grande partie, des résultats exceptionnellement élevés des grandes cultures. Sur plus longue période, les indicateurs de dispersion de 2013 restent sensiblement supérieurs à ceux observés au début des années 2000 (23 900 € pour l'intervalle interquartile et 52 600 € pour l'intervalle interdécile sur la période 2000-2006), confirmant la tendance à l'accroissement de la dispersion des résultats au cours de ces dernières années. Cet accroissement de la dispersion sur longue période se vérifie au sein des orientations « Grandes cultures », « Viticulture », « Bovins lait », « Bovins mixtes », « Porcins » et « Polyculture polyélevage ». La dispersion est en revanche stable dans les orientations « Fruits », « Bovins viande », « Ovins caprins ».

Les résultats sont plus dispersés en orientations végétales qu'en herbivores

Bien qu'ils se réduisent fortement, les résultats restent plus dispersés en orientations végétales qu'en orientations animales. Ainsi en « COP », l'intervalle interquartile des résultats s'établit en 2013 à 34 600 euros après 53 400 euros en 2012. Au sein de l'orientation « Cultures générales », l'intervalle interquartile baisse aussi sensiblement mais reste toutefois le plus élevé de toutes les orientations : 58 400 euros. Dans les orientations « Viticulture », et « Maraîchage », les résultats restent très dispersés, notamment en raison de situations variables entre les régions en viticulture. Les dispersions de résultats les plus faibles sont observées dans les élevages d'herbivores : ainsi en orientation « Bovins viande », l'intervalle interquartile des résultats n'est que de 16 800 euros en 2013.



D'autres indicateurs que le RCAI peuvent enrichir l'analyse des résultats économiques et financiers

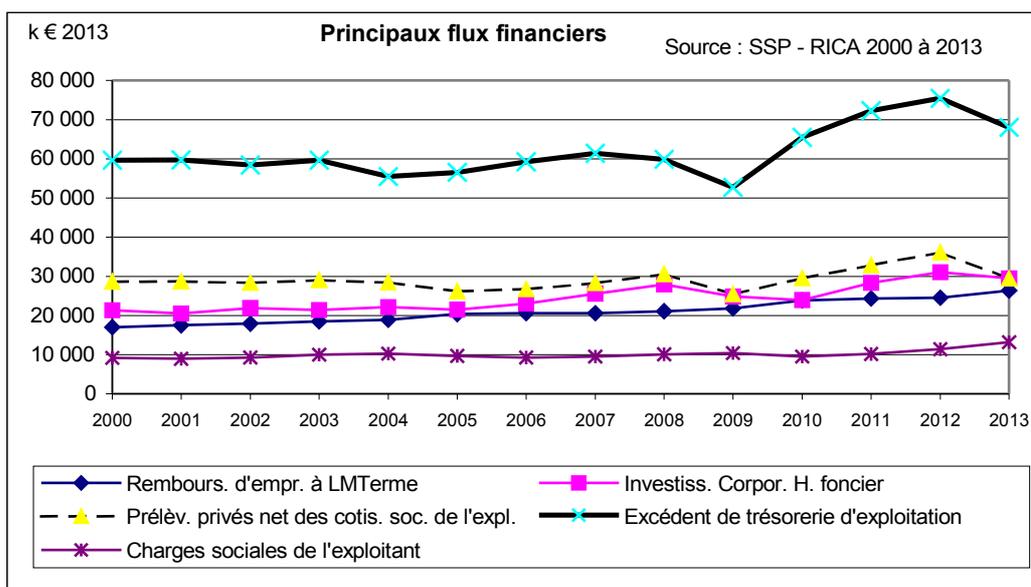
Au delà du RCAI, d'autres indicateurs utiles à l'analyse de la situation économique des exploitations peuvent être construits. Ces indicateurs sont principalement de deux types : des indicateurs qui s'appuient sur le compte d'exploitation et décrivent la formation du résultat ; des indicateurs déduits du bilan qui apportent par exemple des informations sur le financement de l'investissement, par le recours à l'autofinancement ou à l'endettement.

La capacité d'autofinancement se réduit mais de façon moins marquée que le RCAI compte tenu de la légère hausse des dotations aux amortissements

La capacité d'autofinancement (CAF) mesure le flux potentiel de trésorerie dégagé par l'ensemble des activités de l'entreprise. Le profil de cet indicateur est proche de celui du RCAI mais a des évolutions un peu moins marquées au cours des périodes de fortes fluctuations, compte-tenu notamment de la relative inertie des dotations aux amortissements. En 2013, la CAF s'établit à 68 000 euros en moyenne. Cet indicateur est en baisse 18% par rapport à 2012, en lien avec la baisse sensible du RCAI (-30%) et la légère progression des dotations aux amortissements (+3%).

En orientation COP, particulièrement concernée par la baisse des prix des céréales et des oléagineux, la CAF baisse de 45,1 % pour s'établir à 55 000 euros en moyenne. Cette baisse provient en partie des conséquences du retournement de la conjoncture sur la valeur des stocks de produits agricoles appréciée à la clôture de l'exercice et sur la valeur des créances auprès des clients. En 2013, la valeur des stocks diminue (-5 600 euros) alors qu'elle avait augmenté en 2012 (+4 900 euros), une évolution du même ordre étant observée pour les créances (-5 400 euros après +8 000 euros en 2012).

La trésorerie générée par l'exploitation peut être approchée par l'excédent brut de trésorerie (ETE). En 2013, toutes orientations confondues, l'ETE s'élève en moyenne à 68 500 euros. Il est en baisse de 9,5% par rapport à 2012 mais reste sensiblement supérieur au niveau observé dans la première moitié des années 2000 (60 000 euros environ).



Calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, les cotisations sociales des exploitants s'accroissent en 2013

Dans le RICA, les cotisations sociales de l'exploitant ne sont pas prises en compte dans le calcul du RCAI et de la capacité d'autofinancement. Ces cotisations, réglées par l'exploitation, sont calculées à partir des résultats des trois dernières années. Compte tenu du niveau élevé des résultats au cours de la période 2010 à 2012, les cotisations sociales des exploitants (13 200 euros en moyenne) progressent de 14,2 % en 2013. La hausse de ces cotisations sociales est observée dans la plupart des orientations, l'augmentation dépassant 20 % en « Céréales et oléoproréagineux », « Porcins » et « Granivores mixtes ».

En 2013, l'effort d'investissement se maintient

En 2013, les investissements (immobilisations corporelles hors foncier) s'élèvent à 29 500 euros en moyenne. Ils sont définis comme la différence entre les acquisitions (37 200 euros) et les cessions (8 600 euros) et la variation d'inventaire des animaux reproducteurs (+900 euros). Le niveau des investissements est proche de celui observé en 2011 et 2012 et sensiblement supérieur à celui de la période 2005-2010 (24 500 euros en moyenne). Au cours de cette période, seule l'année 2008 avait connu un niveau d'investissement comparable à celui des trois dernières années.

Au cours de la période 2011-2013, l'effort d'investissement est observé dans la plupart des orientations. En 2013, la proportion des exploitations qui investissent (acquisitions d'immobilisations corporelles hors foncier supérieures aux cessions) reste importante : 81,1 %, après 82,8 % en 2012 et 80,5 % en 2011. Plus d'une exploitation sur cinq a investi plus de 50 000 euros en 2013, proportion voisine de celle constatée en 2012. En 2010, ces « gros investisseurs » représentaient moins de 15 % des exploitations. Les gros investisseurs concentrent les deux tiers des acquisitions de biens immobilisés hors foncier.

Les acquisitions de matériel représentent 72 % du total des acquisitions d'immobilisations corporelles et les constructions 17 %.

Investissements (1) - comparaison des moyennes annuelles sur deux périodes (2005 à 2010 et 2011 à 2013) - en millier d'euros

Orientations	2005 à 2010	2011 à 2013	% évolution
Céréales et oléoprotéagineux	20,8	27,0	+29,7
Cultures générales	32,0	43,4	+35,4
Maraîchage	25,2	24,5	-2,5
Fleurs et horticulture diverses	19,1	13,0	-31,8
Viticulture	18,1	22,9	+26,9
Fruits et autres cultures permanentes	21,9	26,3	+20,1
Bovins lait	29,0	36,3	+25,0
Bovins viande	20,3	17,5	-13,6
Bovins mixtes	35,1	40,0	+13,9
Ovins et caprins	14,2	19,0	+33,9
Porcins	35,3	46,8	+32,5
Volailles	23,6	38,8	+64,5
Granivores mixtes	34,7	41,3	+18,8
Polyculture, polyélevage	29,6	39,7	+34,1
Ensemble des exploitations	24,5	29,6	+21,1

(1) acquisition moins cessions d'immobilisations corporelles hors foncier.
Source : SSP - RICA

Les cessions d'actifs immobilisés peuvent être source de plus values (différence entre la valeur de cession et la valeur nette comptable). En 2013, les plus ou moins values de cession s'élèvent à 5 000 euros en moyenne (+0,2% par rapport à 2012). Elles sont plus élevées pour les exploitations des orientations « Céréales oléoprotéagineux », « Cultures générales » et « Polyculture polyélevage » : respectivement, 7 900 , 9 300 et 7 100 euros.

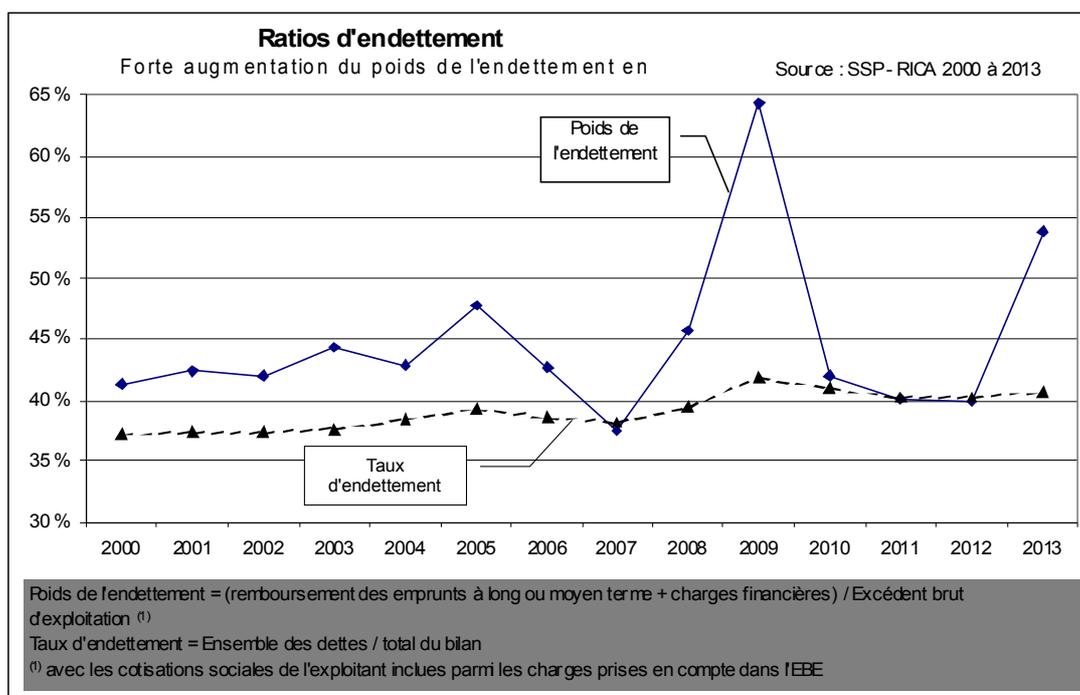
Le taux d'endettement reste stable mais les remboursements d'emprunts représentent une part croissante de l'EBE, compte tenu de la baisse des résultats

En 2013, le solde des comptes de trésorerie (valeurs réalisables et comptes courants débiteurs à la banque) diminue de 2 700 euros en moyenne par rapport à 2012, la baisse étant sensiblement plus forte en orientation COP, soit -7 200 euros. Les emprunts à long ou moyen terme, 114 300 euros en moyenne, soit 64 % du total de l'endettement, progressent relativement peu (+1,2 %). Ils financent les investissements et le fonds de roulement. Les emprunts à court terme augmentent davantage (+7,6 %) ainsi que les dettes auprès des tiers (+3,4 %).

Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif, s'accroît légèrement : 40,7 % après 40,2 % en 2012 mais reste bien inférieur au taux d'endettement de l'ensemble des sociétés non financières (63%).

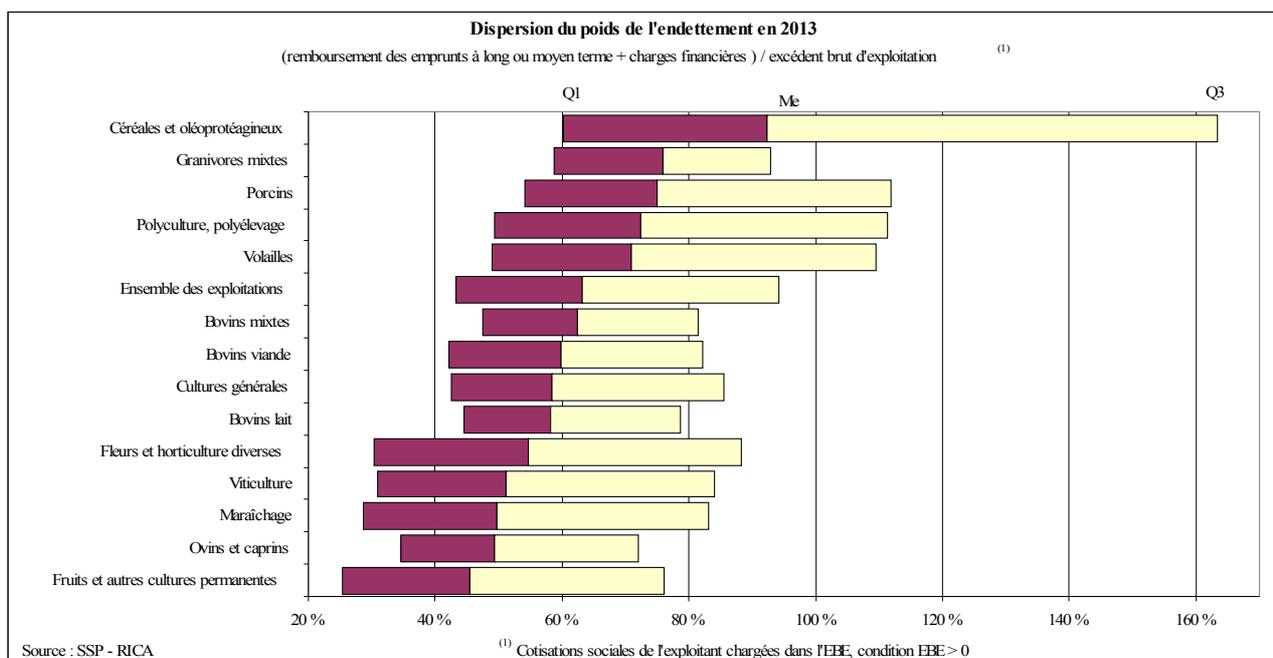
Les remboursements d'emprunts à long ou à moyen terme, 26 400 euros en moyenne, augmentent de 6,4 % par rapport à 2012. Ils augmentent dans la plupart des orientations, sauf pour les « Fleurs et horticulture diverses » et « Porcins ».

Le poids de l'endettement est calculé comme le rapport entre la somme des remboursements (emprunts à long ou moyen terme et charges financières) et l'excédent brut d'exploitation net des cotisations sociales de l'exploitant¹. Le poids de l'endettement s'élève à près de 54 % en 2013, après 40 % en 2012. L'alourdissement du poids de l'endettement provient pour l'essentiel de la forte diminution de l'excédent brut d'exploitation (-17,5%) mais aussi de l'augmentation des cotisations sociales de l'exploitant et des remboursements d'emprunts.



¹ Conformément aux règles comptables habituelles, les cotisations sociales de l'exploitant sont intégrées ici parmi les charges d'exploitation. Elles sont donc prises en compte dans le dénominateur.

Le poids de l'endettement varie sensiblement selon l'orientation : la médiane est inférieure à 45 % dans les orientations « Fruits et autres cultures permanentes », « Fleurs et horticulture diverses » et « Viticulture », alors qu'elle dépasse 70 % en « Porcins », « Granivores mixtes » et « Céréales et oléoprotéagineux ». La dispersion du poids de l'endettement au sein de chacune des orientations est élevée, ainsi en « Polyculture polyélevage » l'intervalle interquartile dépasse 62 points.



Les prélèvements privés, nets des cotisations sociales de l'exploitant, retrouvent en 2013 un niveau proche de leur moyenne de longue période après avoir augmenté entre 2010 et 2012

Les prélèvements privés, nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'établissent à 29 400 euros en moyenne. Ils sont en baisse de 16,4 % par rapport à 2012 (-20 % en grandes cultures) après avoir nettement progressé entre 2010 et 2012.

Encadré 1 : Subventions² d'exploitation

Un poids des aides dans le RCAI variable selon les productions et les années

En 2013, les subventions d'exploitation s'élèvent en moyenne à 31 000 € par exploitation et représentent 84 % du RCAI. Cependant, ce montant moyen masque des disparités selon les orientations. Pour les exploitations spécialisées en viticulture ou horticulture, le poids des subventions dans le RCAI est inférieur à 10 % : ces productions bénéficient en moyenne de moins de 5 000 € de subventions par exploitation. En maraîchage et arboriculture, le niveau des subventions d'exploitations est également inférieur à la moyenne (respectivement 10 000 et 15 000 €), avec peu de paiements découplés pour ces productions.

Pour les grandes cultures, essentiellement du fait des droits à paiements uniques, le niveau des subventions d'exploitation est plus élevé. Ainsi, pour l'orientation cultures générales (plantes sarclées, légumes de plein champ), les subventions d'exploitation s'élèvent à 46 000 €. Compte-tenu d'un RCAI élevé aussi en 2013, le poids des aides dans le RCAI n'est toutefois que de 54 %. Dans l'orientation céréales, oléagineux, protéagineux (COP), les subventions s'élèvent à 38 000 € en moyenne. Ces subventions représentent, en 2013, 1,7 fois le RCAI compte tenu la forte baisse du RCAI induite par la chute des prix des céréales. Au cours des trois années précédentes (2010-2011-2012), les subventions représentaient en moyenne 68 % du RCAI dans cette orientation.

En 2013, le niveau moyen des subventions est également élevé pour les élevages bovins viande : 42 000 €, du fait des paiements uniques mais aussi de la PMTVA (Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes). Les subventions sont en moyenne égales à 1,8 fois le RCAI, en 2013. elles étaient également 1,9 fois supérieures au RCAI sur la période 2010-2012, compte-tenu du niveau structurellement bas du RCAI dans cette orientation.

Bien que les aides à la production de granivores soit historiquement faibles, les exploitations spécialisées en porcins ont néanmoins perçu en 2013 20 000 € de subventions (15 000 € pour l'orientation volailles), soit la moitié du RCAI, essentiellement du fait des DPU : ces exploitations ne sont pas complètement « hors sol » et disposent de surfaces éligibles aux aides découplées. Enfin, pour les exploitations laitières, les subventions d'exploitations représentent, en 2013, 33 000 €, soit 84 % du RCAI, subventions qui sont en grande partie liées aux paiements uniques.

2013, moyennes en € par exploitation	% des aides dans le RCAI	RCAI	Subvention d'exploitations	dont paiements uniques	dont aides couplées	ICHN	PHAE	Autres MAE
Céréales, oléagineux, protéagineux	169%	22 700	38 400	35 300	1 100	100	0	600
Cultures générales	54%	85 900	46 400	41 800	1 300	100	0	700
Maraîchage	23%	44 600	10 400	1 200	800	0	0	0
Fleurs et horticulture diverse	8%	25 400	2 100	500	0	0	0	0
Viticulture	9%	45 800	3 900	2 100	100	100	0	100
Fruits et autres cultures perm.	34%	43 900	15 000	5 700	400	700	0	100
Bovins lait	84%	39 600	33 100	26 200	1 100	2 700	1 000	800
Bovins viande	179%	23 400	41 900	21 600	11 200	4 300	3 100	900
Bovins mixtes	112%	43 300	48 300	35 000	5 900	3 700	1 500	1 100
Ovins et caprins	162%	23 800	38 500	17 000	7 600	8 200	2 600	800
Porcins	51%	39 800	20 200	16 900	1 100	500	200	200
Volailles	56%	26 800	15 100	12 100	1 000	300	100	500
Granivores mixtes	71%	45 000	32 100	24 700	4 300	1 500	400	600
Polyculture, polyélevage	126%	33 500	42 200	33 700	4 100	1 300	400	1 000
Total	84%	36 500	30 500	22 900	2 900	1 700	700	600

Source : SSP RICA 2013

N.B. : lorsque la part des aides dans le RCAI est supérieure à 100 %, le RCAI est négatif sans subventions.

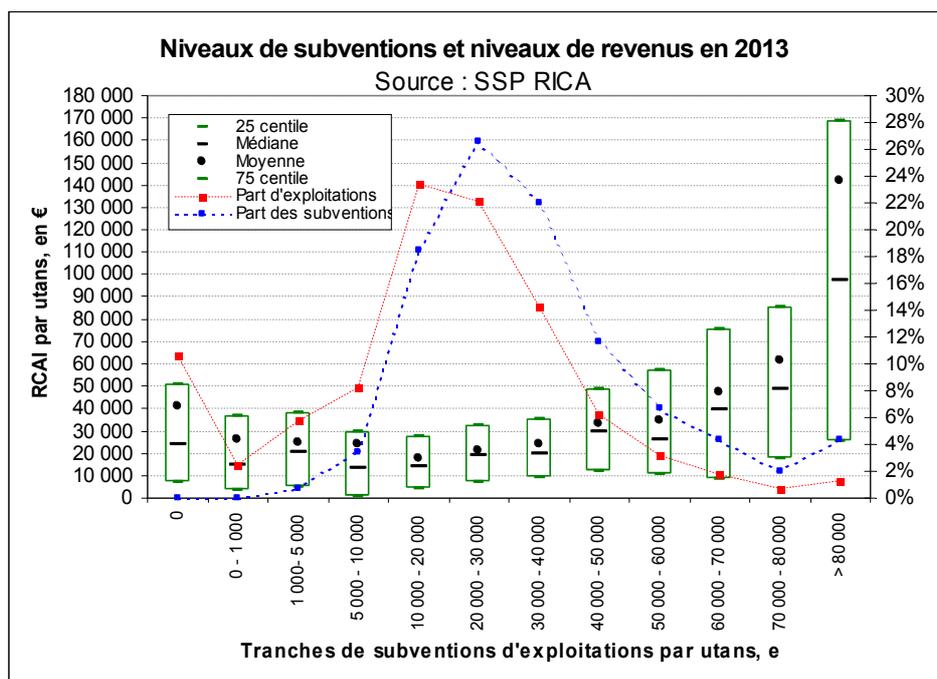
2 Hors aides à l'investissement

Comparaison des niveaux de subventions et des niveaux de résultats

En 2013, 11 % des exploitations « moyennes et grandes » n'ont pas perçu de subventions d'exploitation (surtout des exploitations spécialisées en viticulture et en maraîchage-horticulture). Le niveau de résultat est très variable pour ces exploitations : un quart ont un RCAI par Utans inférieur à 7 000 €, alors que celui-ci est supérieur à 50 000 € pour le quart supérieur des exploitations. Si l'on exclut les exploitations qui ne bénéficient pas de subventions, la moyenne des subventions d'exploitation perçues est de 34 000 € par exploitation (contre 31 000 € pour l'ensemble des exploitations).

C'est à partir de 10 000 € de subventions par Utans que les niveaux de résultats ont tendance à augmenter avec les subventions perçues. Toutefois, plus les niveaux de subventions perçus sont élevés, plus la dispersion des résultats est grande, et ce particulièrement à partir de 60 000 € de subventions par Utans (soit 4 % des bénéficiaires mais 11 % du total des subventions).

Ainsi, en 2013, par exemple, l'intervalle inter-quartile du RCAI par Utans de ceux qui ont perçu entre 60 et 70 k€ d'aides est de 67 000 € : un quart a un résultat inférieur à 8 300 € ; et le quart supérieur a un résultat supérieur à 75 000 €. L'intervalle interquartile est de 144 000 € pour ceux ayant perçu plus de 80 000 € de subventions. En effet, en 2013, parmi les bénéficiaires de niveaux élevés de subventions, les situations sont contrastées selon les productions, avec des niveaux pouvant être relativement bas en céréales, oléoprotéagineux, ou très élevés pour d'autres grandes cultures.



Note de lecture :

En 2013, dans 23 % des exploitations, le niveau de subventions est compris entre 10 000 et 20 000 € par UTANS. Ces exploitations ont perçu 18 % de l'enveloppe d'aide.

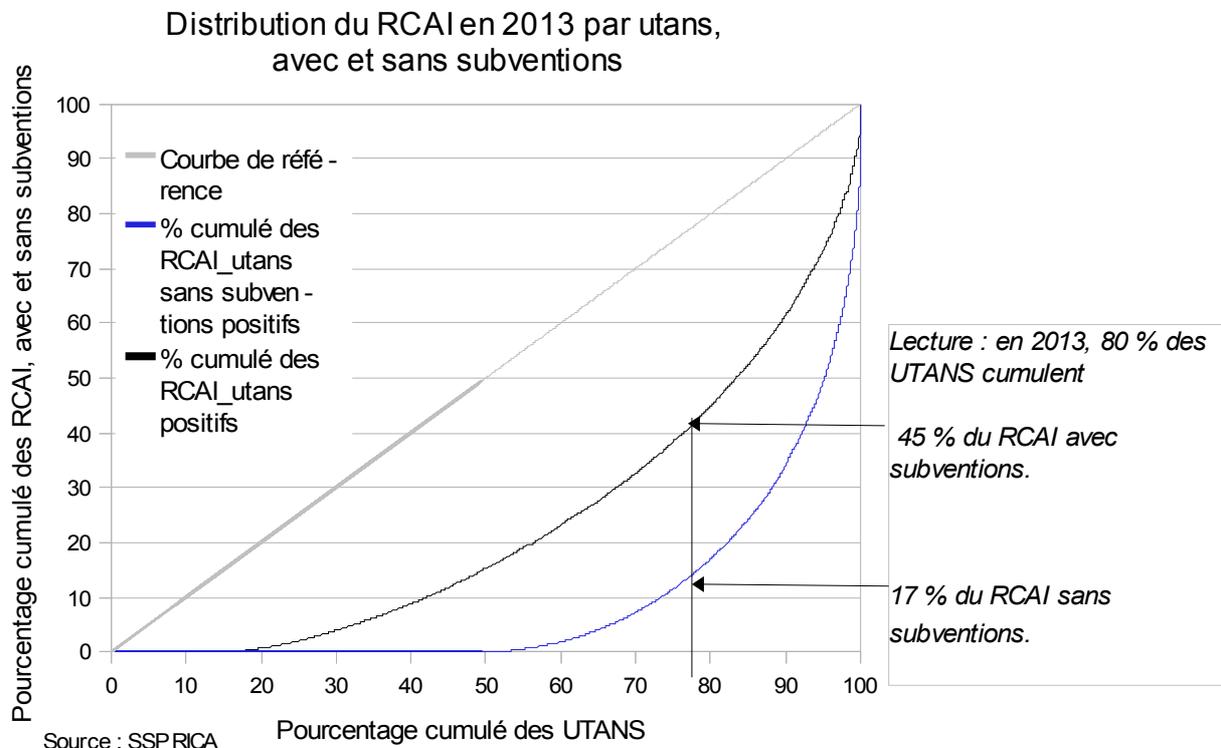
Le niveau de RCAI par UTANS est pour ces exploitations en moyenne de 17 000 € par utans, avec le premier quartile à 4000 € par utans et le troisième quartile à 27 000 € par utans.

Distribution des résultats avec et sans subventions

D'un point de vue global, les subventions d'exploitation tendent à réduire la dispersion du RCAI par Utans. Le coefficient de GINI, indicateur synthétique de concentration, qui vaudrait 0 si chaque unité de travail non salariée avait le même RCAI, est égal, en 2013, à 0,81 si l'on considère le RCAI par Utans avant subventions. Il n'est plus que de 0,51 si l'on considère le RCAI par Utans avec

subventions³.

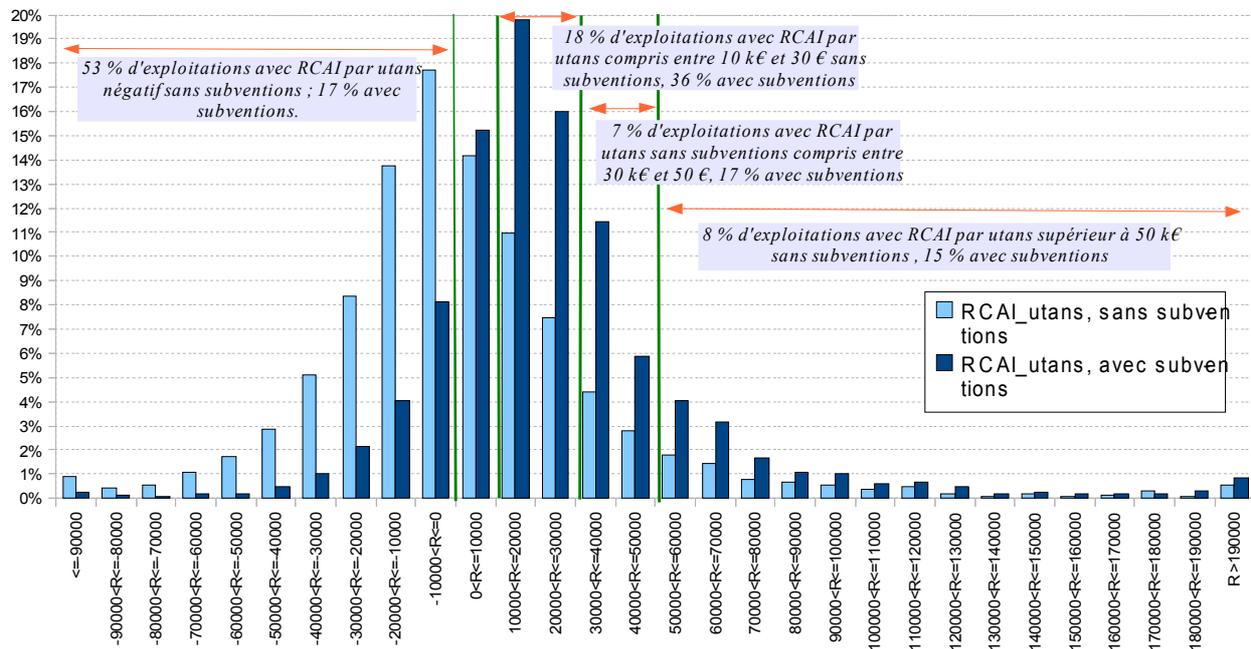
Les courbes de distribution des RCAI par Utans avec et sans subventions d'exploitations, dites courbes de Lorenz illustrent également cette redistribution. Ainsi, en 2013, 80 % des exploitations totaliseraient 17 % du RCAI par Utans sans subventions, contre 48 % avec subventions d'exploitations.



Sans ces subventions, plus de la moitié des exploitations (53%) auraient un RCAI négatif en 2013, contre 17 % après subventions. La part des exploitations avec un RCAI par Utans compris entre 10 k€ et 30 k€ est de 18 % sans subventions, mais de 36 % avec subventions ; la part de celles avec un RCAI par Utans compris entre 30 k€ et 50 k€ est de 7 % sans subventions, contre 17 % avec. Pour celles avec un RCAI par Utans supérieur à 50 000 €, la part est de, 8 % sans subventions, contre 15 % avec subventions.

3 Coefficient calculé à l'aide de la formule de Brown. Pour le calcul des cumuls, les RCAI négatifs sont considérés comme nuls.

Distribution des exploitations selon le niveau de RCAI par utans, avec et sans subventions
SSP_RICA, 2013, France métropolitaine



Encadré 2

Comparaison du RCAI à d'autres indicateurs économiques

Au delà du RCAI, d'autres indicateurs utiles à l'analyse de la situation économique des exploitations peuvent être construits. Ces indicateurs sont principalement de deux types : des indicateurs qui s'appuient sur le compte de résultat et décrivent la formation de celui-ci ; des indicateurs déduits du bilan qui apportent par exemple des informations sur le financement de l'investissement, par le recours à l'autofinancement ou à l'endettement.

Les indicateurs de résultats

La **valeur ajoutée nette (VAN)** est égale à la différence entre les produits et les charges consommées au cours du processus de production, après déduction des amortissements et avant subventions. Cet indicateur mesure le montant disponible pour la rémunération des facteurs de production : terre, travail et capital. Le RCAI est, quant à lui, calculé après déduction de la rémunération du travail salarié, des produits et charges financières (intérêts : rémunération du capital "loué"), des fermages, et avec subventions, afin d'indiquer un solde restant pour la rémunération du travail des non salariés et du capital qu'ils détiennent. Inférieure au RCAI entre 2003 et 2007 (écart moyen de 2 300 € sur cette période), la valeur ajoutée nette est depuis très proche du RCAI.

Le **résultat de l'exercice** est un autre indicateur intéressant pour l'analyse. Par rapport au RCAI, il intègre les plus ou moins-values de cessions d'actifs. Dans le RCAI, les dotations aux amortissements permettent de tenir compte de l'usure des biens. Cependant, certains biens peuvent être revendus à une valeur supérieure à leur valeur nette comptable, entraînant la constatation de plus-values. Le résultat de l'exercice est supérieur

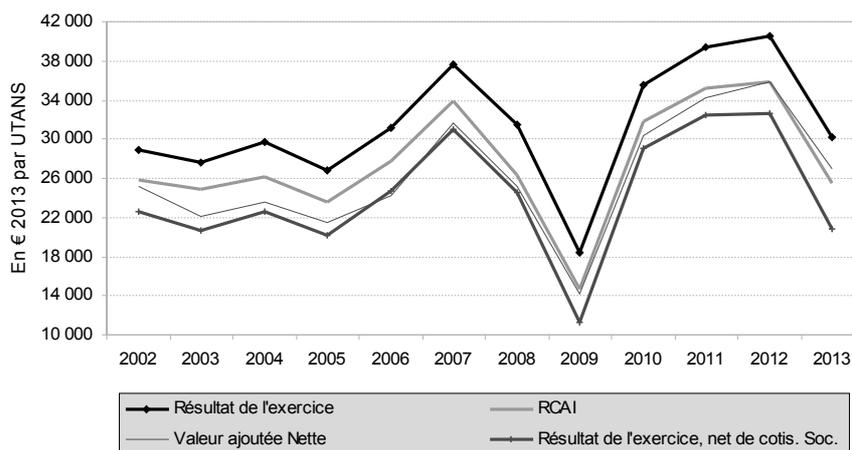
au RCAI (en moyenne de 3 800 € sur la période 2002-2013). Ces deux indicateurs évoluent dans le même sens mais l'écart a toutefois tendance à se creuser : il est passé de 3 100 € en 2002 à 4 700 € en 2013 (atteignant 7 000 € pour l'orientation céréales, oléoprotéagineux et 7 800 € en autres grandes cultures), avec un pic à 5 200 € en 2008. Le résultat de l'exercice peut par ailleurs être calculé après déduction des **cotisations sociales des actifs non salariés**, en moyenne de 7 100 € par Utans sur la période 2002-2013. Néanmoins, l'analyse d'un résultat de l'exercice "brut" de cotisations se justifie par le fait qu'elles constituent, dans une certaine mesure, une part de revenu différé.

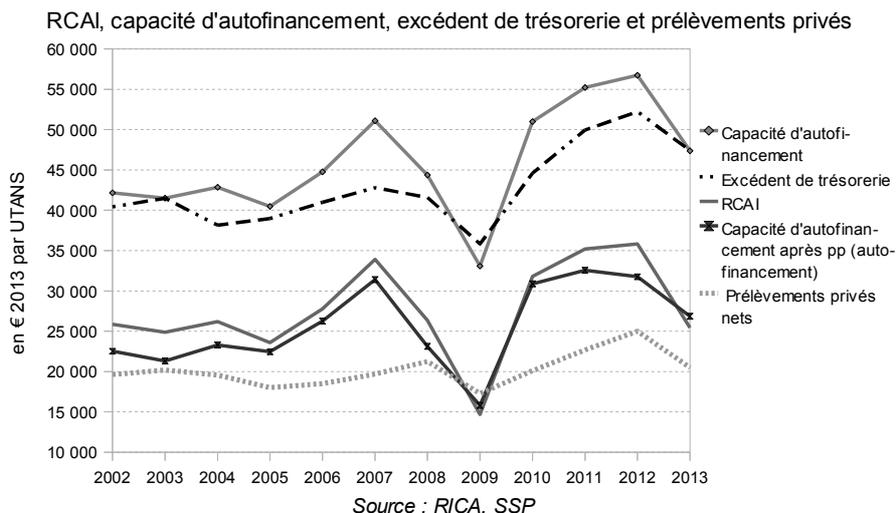
Les indicateurs de situation financière

Les dotations aux amortissement déduites du RCAI ne se traduisent pas par des flux monétaires effectifs. La **capacité d'autofinancement** traduit en revanche une *ressource financière potentielle*, correspondant schématiquement au résultat de l'exercice auquel on rajoute les dotations aux amortissements. Bien que la CAF et le RCAI suivent les mêmes évolutions, l'écart se creuse depuis 2002 : la différence entre ces deux indicateurs était de 16 300 € en 2002 (en € 2013 par Utans), contre 19 200 € en 2013.

RCAI, Valeur ajoutée et résultat de l'exercice

Source : RICA, SSP



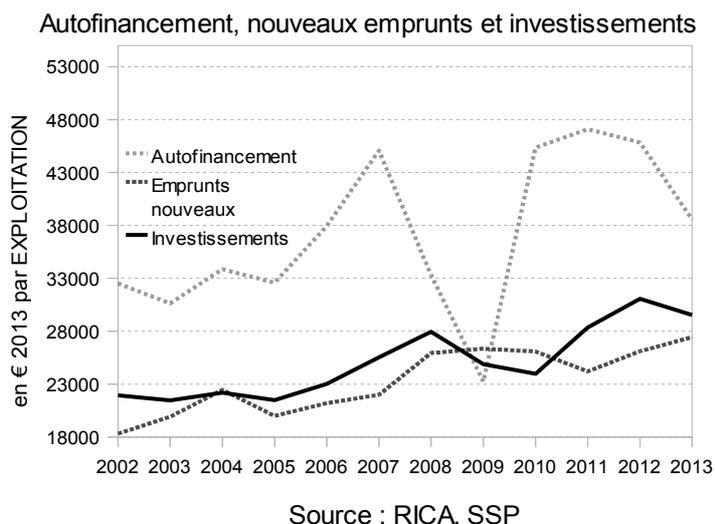


Une partie des ressources comptabilisées dans la capacité d'autofinancement n'est toutefois pas directement disponible du fait de l'immobilisation des stocks, des créances etc. **L'excédent de trésorerie**, qui correspond au solde des produits effectivement encaissés et des charges effectivement décaissées, est davantage un indicateur de "liquidité" des exploitations agricoles, au sens où il mesure un flux effectif de trésorerie généré au cours de l'exercice d'exploitation. L'excédent de trésorerie connaît des variations de moins grande ampleur que celles observées pour la CAF ou le RCAI, même si les évolutions vont dans le même sens depuis 2005.

Les **prélèvements privés nets** (i.e. le solde entre les prélèvements et les apports privés) peuvent constituer un indicateur complémentaire de la rémunération que les non salariés retirent des activités agricoles. Les prélèvements privés dépendent des arbitrages réalisés dans l'utilisation des ressources dégagées par l'exploitation. Leur évolution est beaucoup moins fluctuante que celle du RCAI⁴.

L'**autofinancement** de l'exercice s'obtient en déduisant de la capacité d'autofinancement les prélèvements privés. Sur la période 2010-2012, l'autofinancement est quasiment stable du fait de la progression des prélèvements privés.

On peut également analyser l'évolution des **investissements** par exploitation mesurés par le solde des acquisitions et des cessions. La tendance est à la hausse depuis 2005.

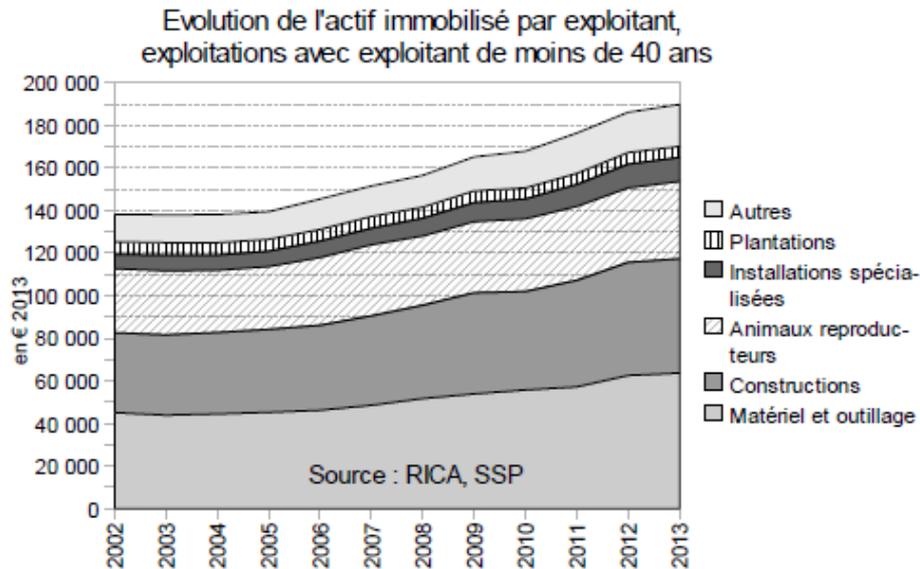


4 Comme le RCAI ne reflète pas une situation financière effective, on peut avoir des exploitants qui ont des prélèvements positifs alors que le RCAI est négatif (cas de 10 % des exploitations en 2013), ou au contraire qui apportent plus qu'ils ne prélèvent tout en ayant un RCAI positif (12 % des cas en 2013).

Encadré 3

Hausse de l'actif immobilisé pour les jeunes agriculteurs

En 2013, l'actif immobilisé par exploitant, hors foncier, est en moyenne de 190 000 € pour les exploitations dans lesquelles il y a un jeune agriculteur (exploitant de moins de 40 ans). Cet actif est en hausse de 37 % depuis 2002.



Note de lecture : le graphique représente l'évolution de l'actif moyen immobilisé par exploitant ; pour les exploitations dans lesquelles il y a au moins un exploitant âgé de moins de 40 ans.

Pour les formes sociétaires, privilégiées pour les installations, l'actif moyen immobilisé par exploitant, hors foncier, dans les exploitations dans lesquelles il y a un jeune agriculteur, a augmenté de 40 % : il est passé de 140 000 € en 2002 à 196 000 € en 2013. En 2013, cet actif est de 8 300 € à l'hectare hors foncier, les montants étant toutefois très variables selon les productions : 1 400 €/ha (et 159 000 € par exploitant) en céréales, oléoprotéagineux, 17 600 €/ha (et 169 000 € par exploitant) en viticulture, 3 900 €/ha (et 205 000 € par exploitant) en bovins lait, par exemple.

L'analyse du montant du capital mobilisé pour une installation en agriculture à partir d'informations comptables issues du RICA comporte toutefois certaines limites. En particulier, l'actif immobilisé est enregistré différemment selon le statut juridique de l'exploitation. L'actif immatériel est par ailleurs difficile à évaluer et les biens enregistrés à l'actif sont enregistrés avec une dépréciation temporelle progressive (amortissements linéaires) qui ne correspond pas nécessairement à la dépréciation réelle de la valeur des biens.

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2013

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2012 en valeur réelle

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.
Echantillon	6 461		976		489		148		184		913		279	
Population	301 480		52 588		18 540		4 292		6 267		45 226		7 361	
Caractéristiques physiques														
Surface agricole utilisée (en ha)	88,1	+0,7	124,8	+0,4	123,6	+0,3	10,1	+2,2	5,2	-2,6	23,7	-0,5	30,3	+1,1
dont : SAU en fermage	72,4	+0,3	107,0	-0,1	114,9	+0,2	6,5	+3,5	3,2	-4,6	16,1	-1,9	20,5	+1,3
Effectifs animaux (en UGB)	86,4	-0,3	6,7	-10,8	11,8	+3,6	0,1	+11,5	0,1	+0,0	0,3	-3,3	2,8	-8,2
Nombre d'UTA	2,1	+0,2	1,4	-0,5	2,4	+1,2	5,0	+0,1	4,1	-3,9	2,9	+1,1	4,4	+3,7
dont : UTA non salariées	1,4	-0,6	1,2	-0,7	1,4	+0,1	1,6	-0,6	1,4	-1,6	1,3	-1,6	1,5	-0,9
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)														
Capacité d'autofinancement	68,0	-18,0	55,1	-45,1	132,9	-11,9	73,8	-17,4	45,2	-14,3	69,4	-1,6	69,2	-0,4
- Prélèvements privés	42,6	-9,0	46,4	-16,0	79,4	-16,4	46,3	-24,7	34,8	-5,8	45,8	-14,8	41,0	+10,3
= Autofinancement	25,3	-30,6	8,7	-79,7	53,5	-4,0	27,5	-1,0	10,4	-32,7	23,6	+41,5	28,2	-12,4
Actif immobilisé	259,1	+1,5	209,2	+2,4	318,9	+2,9	164,1	-2,5	113,9	-6,0	224,8	+3,1	170,4	+3,3
Actif circulant	175,2	-1,8	144,9	-10,5	233,4	+2,0	110,9	+1,9	95,8	-5,5	378,2	-0,7	139,1	+6,1
Stocks	105,4	-1,7	73,8	-7,7	98,0	+3,2	29,0	+1,4	40,3	-7,8	286,2	-2,3	37,1	+8,0
Capitaux propres	258,2	-1,1	219,4	-7,0	314,2	+5,5	108,8	+0,9	75,8	-9,5	412,2	+0,8	169,1	+4,5
Endettement total	177,6	+1,9	136,2	+3,5	240,1	-1,1	168,3	-2,0	134,9	-3,7	192,5	+0,5	141,8	+4,2
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)														
Ventes et autoconsommation	201,4	-3,6	149,5	-19,6	308,2	-2,1	315,7	-4,1	275,9	-4,6	215,7	+1,3	214,6	+3,9
- Achats d'animaux	8,7	+1,8	1,3	-27,8	5,9	+16,2	0,0	-100,0	0,1	-100,0	0,0	-15,9	0,3	-41,9
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	192,7	-3,8	148,1	-19,6	302,3	-2,4	315,7	-4,1	275,8	-4,6	215,7	+1,3	214,4	+4,0
+ Production stockée	0,4	-90,8	-5,3	-322,1	1,7	-54,6	-0,3	-128,1	-0,9	#####	-4,3	-124,2	2,9	+251,6
+ Production immobilisée	3,5	-9,8	1,0	-1,9	5,6	+13,7	2,7	+241,8	1,2	-22,6	4,5	-5,8	5,7	-7,7
+ Produits divers	4,7	+8,7	4,8	+4,0	9,0	+10,4	3,3	+14,3	4,2	-18,2	4,0	+5,6	5,4	+12,1
= Production de l'exercice	201,3	-5,2	148,6	-22,3	318,6	-2,7	321,5	-3,5	280,4	-5,4	219,9	+0,2	228,4	+6,1
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	+6,7	0,9	+14,3	1,1	+20,1	0,8	-14,8	0,1	-53,7	0,1	-15,1	0,1	+25,5
- Charges d'approvisionnement	79,3	+2,4	72,5	+4,7	109,8	+4,4	93,9	-1,6	108,4	-6,9	35,4	-0,6	39,3	+6,4
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	52,6	+1,5	40,2	+0,2	70,3	+5,8	83,0	+5,4	55,9	-1,8	55,5	+2,1	67,7	+5,6
= Valeur ajoutée	69,9	-16,3	36,9	-55,4	139,6	-10,8	145,3	-9,0	116,2	-5,7	129,1	-0,5	121,5	+6,2
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+32,9	0,0	+27,2	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	30,5	-3,9	38,4	-3,3	46,4	-2,4	10,4	-6,4	2,1	-7,4	3,9	-10,0	15,0	-14,3
+ Indemnités d'assurance	2,3	+35,3	4,0	+43,7	4,3	+38,8	1,5	+6,2	1,0	-15,7	2,1	+94,4	3,9	+42,1
- Fermages	14,1	+2,6	15,8	+0,8	25,3	+1,6	4,9	+2,4	3,8	+20,8	21,9	+5,5	9,0	+2,9
- Impôts et taxes	2,2	-0,7	2,3	-2,7	3,8	-2,8	2,5	+34,2	1,5	-10,3	3,4	-2,1	1,8	+0,6
- Charges de personnel	14,7	+4,2	4,1	+1,0	25,0	+3,0	73,2	-0,1	65,5	-0,3	38,2	+5,8	57,6	+9,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	71,7	-17,5	57,2	-44,6	136,1	-11,6	76,6	-16,9	48,4	-13,4	71,7	-4,2	71,9	+0,9
+ Transferts de charge	0,3	+2,2	0,5	+16,8	1,0	+22,3	0,4	+10,6	0,3	-26,7	0,4	-6,3	0,4	-33,6
- Dotations aux amortissements	31,1	+2,3	32,0	+4,0	46,3	+5,1	28,9	-0,9	20,2	-7,0	22,2	+0,8	25,5	+1,1
= Résultat d'exploitation	41,0	-28,0	25,6	-64,5	90,8	-18,0	48,1	-23,7	28,5	-17,4	49,9	-6,3	46,9	+0,5
+ Produits financiers	0,7	-6,5	1,0	+2,9	1,9	-8,8	0,8	+80,2	0,4	+22,1	0,3	+7,1	0,6	+4,4
- Charges financières	5,1	-3,5	4,0	-5,1	6,9	-0,7	4,3	-7,8	3,4	-15,0	4,4	-9,5	3,6	-6,1
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	36,5	-30,3	22,7	-67,0	85,9	-18,9	44,6	-24,2	25,4	-17,3	45,8	-5,9	43,9	+1,2
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	5,0	+0,2	7,9	-11,0	9,3	-8,2	0,8	-45,1	0,7	-15,6	2,7	-4,7	1,8	+17,8
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,3	+1,1	0,3	-14,6	0,8	+12,9	4,0	+6,0	1,6	+15,4	1,3	+10,5	3,0	-5,3
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	+44,9	0,4	+128,9	0,7	-4,7	0,3	-70,0	-0,4	-240,8	1,4	NS	-0,2	-123,7
= Résultat de l'exercice	43,2	-26,6	31,2	-60,3	96,7	-17,7	49,7	-23,8	27,3	-17,6	51,2	-2,5	48,6	-0,9
Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel	25,5	-29,8	18,6	-66,8	61,9	-19,0	28,6	-23,7	17,8	-15,9	35,8	-4,3	30,1	+2,1

e : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant l'année

Source : SSP - RICA 2012 et 2013 provisoire

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2013

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2012 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprin		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.	2013	% évo.
Echantillon	1 009		632		238		350		148		159		115		805	
Population	45 873		32 957		8 610		13 684		5 773		12 199		5 543		36 246	
Caractéristiques physiques																
Surface agricole utilisée (en ha)	91,3	+0,8	106,4	+0,8	127,3	+0,7	95,8	+1,2	66,4	+1,6	44,5	+2,4	88,6	+1,8	121,5	+0,7
dont : SAU en fermage	79,0	+0,7	77,2	+1,1	112,2	+0,2	58,9	+0,7	55,5	+0,7	33,8	+1,6	75,3	+2,3	104,7	+0,4
Effectifs animaux (en UGB)	98,6	+2,5	115,3	-0,2	167,3	+3,4	82,7	-0,0	459,4	-1,0	541,0	-0,6	263,9	+1,4	96,3	+0,6
Nombre d'UTA	1,9	-0,7	1,4	+0,0	2,0	-2,2	1,6	-0,9	2,4	+1,6	1,6	+1,9	2,2	+1,2	2,0	+1,6
dont : UTA non salariées	1,7	-1,5	1,3	-0,4	1,8	-0,8	1,5	-0,8	1,5	+1,9	1,3	+1,6	2,0	+0,5	1,6	+0,4
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)																
Capacité d'autofinancement	75,5	-0,9	44,5	-9,1	85,2	-4,3	45,5	-8,0	84,9	-24,5	58,2	-17,9	83,3	-15,9	73,2	-23,7
- Prélèvements privés	40,8	-0,9	24,1	-8,7	49,4	+27,4	27,3	-5,6	54,7	+24,8	32,6	-13,0	51,3	-0,5	45,4	-5,7
= Autofinancement	34,8	-0,9	20,4	-9,5	35,9	-28,5	18,3	-12,3	30,2	-59,4	25,6	-24,0	32,0	-33,9	27,8	-41,7
Actif immobilisé	312,9	+0,8	266,3	+1,9	389,9	+1,8	199,7	+1,4	366,9	-0,6	219,5	-2,9	317,2	+3,9	311,0	+2,3
Actif circulant	117,5	+2,5	108,5	-0,2	173,5	+3,3	82,0	-2,7	231,5	-0,8	98,9	-5,9	168,7	+2,3	163,0	-1,0
Stocks	64,7	+2,0	70,2	+1,2	111,2	+3,7	34,1	+0,5	182,3	-1,3	46,7	-4,0	110,5	+3,3	91,1	-0,6
Capitaux propres	236,3	+1,2	259,2	+0,8	325,7	-0,0	184,3	-0,9	209,7	-6,4	105,9	-4,3	235,7	-1,3	263,3	-2,3
Endettement total	195,3	+1,3	116,3	+1,6	237,1	+4,2	97,9	+2,1	391,4	+2,6	214,0	-3,7	253,3	+8,5	212,3	+5,3
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)																
Ventes et autoconsommation	190,9	+3,7	85,8	-1,3	219,9	+2,7	91,4	+0,4	576,3	-0,5	344,2	-3,9	354,1	+1,1	212,1	-5,0
- Achats d'animaux	4,0	+3,6	6,9	-2,3	16,4	+0,9	2,9	-9,5	32,5	+2,5	59,3	-1,7	33,7	+17,2	12,2	+9,4
= Ventes et autoconsommation nette d'animaux	186,9	+3,7	78,9	-1,2	203,5	+2,9	88,5	+0,8	543,7	-0,6	284,8	-4,4	320,3	-0,2	199,9	-5,8
+ Production stockée	5,7	-4,5	4,7	-19,6	10,7	-10,5	1,6	-59,5	-2,4	-110,4	-0,5	-120,3	6,8	-31,0	2,9	-36,1
+ Production immobilisée	3,9	-17,5	1,8	+47,2	3,8	-6,9	2,5	+25,9	12,0	-71,7	3,1	-5,6	11,1	+17,3	4,4	+2,4
+ Produits divers	1,7	+34,5	1,3	-2,8	1,7	+17,4	0,9	+8,6	3,7	+35,9	5,1	+21,1	2,5	+0,5	5,0	+11,7
= Production de l'exercice	198,2	+3,2	86,7	-1,8	219,3	+2,0	93,5	-0,8	557,1	-7,6	292,5	-5,2	340,3	-0,7	212,2	-6,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	-6,5	0,1	+12,9	0,2	-21,4	0,1	+10,5	0,6	+125,7	0,2	-35,9	0,4	+39,5	0,5	-1,9
- Charges d'approvisionnement	77,4	+5,4	38,3	-1,5	95,6	+4,6	42,9	-0,9	353,0	+0,6	178,0	-1,4	186,4	+5,1	93,5	+5,4
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	+1,3	31,8	+1,3	62,3	+3,7	32,6	+3,9	93,2	-17,9	54,3	+0,4	79,2	+5,0	60,1	+4,6	
= Valeur ajoutée	64,0	+2,4	16,7	-7,6	62,2	-3,5	18,1	-8,3	111,5	-19,6	60,5	-18,7	75,6	-15,9	59,1	-26,1
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0		0,0		0,0		0,0	+64,5	0,0		0,0		0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	33,1	-3,4	41,9	-6,0	48,3	-3,7	38,5	-4,0	20,2	-0,4	15,1	-0,9	32,1	-4,1	42,2	-3,2
+ Indemnités d'assurance	1,3	+18,2	1,0	+2,9	1,9	+16,3	0,9	+2,1	0,9	+80,3	1,7	+43,1	2,9	+119,9	3,2	+25,1
- Fermages	11,6	+1,8	9,3	+2,1	15,0	+1,2	5,9	+3,0	10,1	+5,6	5,6	+0,3	12,6	+1,2	15,4	+2,3
- Impôts et taxes	1,7	+1,2	1,2	+3,4	2,1	-0,3	1,1	-0,0	2,9	+2,0	1,7	+5,0	2,2	+10,3	2,3	-0,5
- Charges de personnel	4,0	+13,2	1,9	+3,9	3,5	-4,5	2,6	+4,5	23,0	+3,6	5,6	+6,1	5,0	-0,5	8,4	+5,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	81,1	-0,2	47,2	-8,4	91,8	-4,0	47,9	-6,8	96,5	-22,5	64,5	-18,1	90,9	-14,3	78,4	-22,1
+ Transferts de charge	0,2	-19,8	0,1	-5,0	0,3	+18,9	0,2	-2,0	0,3	+9,4	0,3	+43,7	0,2	-9,5	0,2	-22,1
- Dotations aux amortissements	35,9	+3,2	20,9	+0,9	42,0	+1,1	21,8	+1,5	44,7	+1,9	31,3	+1,4	39,0	+0,1	39,7	+2,4
= Résultat d'exploitation	45,3	-2,8	26,4	-14,6	50,1	-7,8	26,3	-12,3	52,1	-35,4	33,4	-30,3	52,1	-22,0	38,9	-38,7
+ Produits financiers	0,5	-5,0	0,4	-44,6	0,5	+2,6	0,2	-3,4	0,6	+7,3	0,4	-6,6	0,6	-0,2	0,8	-8,7
- Charges financières	6,2	-0,5	3,4	-1,4	7,3	-1,0	2,7	+2,6	12,9	-0,9	7,0	-6,4	7,7	-2,5	6,3	-2,3
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	39,6	-3,2	23,4	-16,9	43,3	-8,7	23,8	-13,7	39,8	-41,4	26,8	-34,3	45,0	-24,3	33,5	-41,1
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	4,7	+1,2	4,0	+7,1	6,4	+52,3	3,1	+67,5	3,6	+61,5	2,2	-24,6	7,5	+6,5	7,1	+8,1
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,0	+0,5	1,0	-13,0	2,2	-6,4	1,6	-5,5	1,7	+28,3	1,1	+6,7	2,0	+0,2	1,5	+1,1
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	-88,2	0,1	+703,2	-0,1	-122,9	0,0	-90,3	0,4	+173,9	0,1	+113,2	-0,7	#####	0,1	+28,1
= Résultat de l'exercice	46,3	-3,6	28,6	-13,5	51,8	-3,9	28,4	-9,6	45,5	-36,6	30,2	-31,2	53,8	-22,6	42,1	-35,1
Résultat courant avant impôts par unité d'année	23,4	-1,7	18,3	-16,5	23,9	-7,9	16,1	-12,9	26,8	-42,5	20,5	-35,3	23,1	-24,6	21,0	-42,1

e : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité de travail annuel, 1 UTA éq

Source : SSP - RICA 2012 et 2013 provisoire

Tableau 2

Situation financière des exploitations en 2012 et 2013

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverse		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Résultat courant avant impôts	51,3	36,1	68,9	22,9	109,1	89,2	57,1	43,7	34,8	29,0	47,6	45,2	44,0	44,9
+ Dotation aux amortissements	30,0	30,9	30,0	31,5	44,8	47,5	26,5	26,5	23,3	21,9	21,5	21,9	25,2	25,7
+ Charges et produits exceptionnels	0,3	0,4	0,2	0,4	0,7	0,6	1,0	0,3	0,3	-0,4	0,0	1,5	0,9	-0,2
= Capacité d'autofinancement	81,6	67,4	99,2	54,9	154,6	137,3	84,6	70,5	58,4	50,5	69,2	68,6	70,1	70,4
- Prélèvements privés	47,4	43,5	53,8	45,6	98,3	82,8	58,6	44,5	40,0	38,0	53,0	45,5	36,9	41,0
= Autofinancement	34,2	23,9	45,3	9,3	56,4	54,5	26,0	26,0	18,4	12,5	16,2	23,1	33,2	29,3
+ Cessions d'immobilisations	9,3	9,3	15,3	13,4	17,4	16,3	2,2	2,0	1,7	1,4	8,6	4,8	4,3	3,3
+ Subventions d'équipement reçues	1,3	1,2	0,0	0,1	0,7	0,8	4,4	1,3	0,8	1,4	2,5	2,7	3,5	3,0
+ Nouvelles dettes financières	33,5	34,4	28,7	31,4	49,6	51,7	18,9	17,5	14,0	18,1	33,9	34,1	21,4	24,9
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,4	1,3	1,9	-0,2	2,7	-3,7	-0,6	1,8	2,3	1,3	-0,1	1,8	-0,9	5,7
+ Diminution de trésorerie nette		2,4		7,2		0,7		10,5						
= Total des ressources	79,7	72,5	91,3	61,2	126,7	120,4	50,8	59,1	37,1	34,7	61,0	66,4	61,5	66,3
Acquisitions d'immobilisations	40,9	40,1	47,0	44,1	69,1	65,7	22,8	25,1	13,2	16,0	29,2	32,5	29,4	33,8
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,9	1,0	-0,6	-0,3	-0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,1
+ Charges à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Remboursements des dettes financières	31,4	32,6	26,8	28,5	43,8	48,2	22,6	24,0	24,5	22,5	35,1	32,6	21,2	23,8
+ Variation des stocks	3,0	-1,0	4,9	-5,6	6,9	3,8	0,7	0,6	-1,7	-3,2	-1,7	-4,4	-1,8	3,1
+ Variation des créances auprès des tiers	2,4	-0,1	8,0	-5,4	0,6	2,8	1,3	9,6	-3,8	-5,4	-2,0	2,5	8,3	2,8
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	-0,1	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,1	-0,2	0,2	0,1	-0,4
+ Augmentation de trésorerie nette	0,9		4,9		6,4		3,5		4,8	4,7	0,6	2,9	4,6	3,3
= Total des emplois	79,7	72,5	91,3	61,2	126,7	120,4	50,8	59,1	37,1	34,7	61,0	66,4	61,5	66,3
Variation du fonds de roulement net	5,0	-4,8	16,2	-18,0	11,3	9,6	6,1	-2,3	-2,9	-5,1	-3,2	-0,5	12,1	3,1
Variation du besoin en fonds de roulement	4,1	-2,5	11,4	-10,8	4,9	10,3	2,7	8,1	-7,8	-9,8	-3,8	-3,4	7,4	-0,3
Variation de trésorerie nette	0,9	-2,4	4,8	-7,3	6,3	-0,7	3,4	-10,5	4,8	4,7	0,6	2,9	4,6	3,4
Investissement total	32,5	31,8	31,1	30,4	51,6	49,2	20,5	23,1	11,5	14,6	20,7	27,7	24,8	30,3
Excédent de trésorerie d'exploitation	75,7	68,5	89,5	67,9	147,1	124,8	83,3	62,8	67,0	62,1	68,6	65,8	59,0	67,0

Bilan 2013	Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture	
Actif immobilisé	251,6	257,5	200,1	206,5	315,8	327,4	142,8	140,2	125,0	118,4	215,2	223,8	165,2	172,0		
Terrains	39,5	41,5	47,0	50,0	28,2	29,5	16,3	16,1	12,7	14,6	74,5	80,2	22,5	22,7		
Aménagements terrains	2,2	2,3	3,4	3,4	2,4	2,9	1,5	1,3	1,9	1,6	1,3	1,4	1,3	1,2		
Constructions	52,8	52,5	16,4	16,8	45,5	47,7	44,8	40,8	45,8	42,3	40,4	42,2	27,5	28,6		
Installations spécialisées	11,2	11,3	6,2	6,0	17,9	18,5	31,1	30,5	31,6	29,3	4,8	4,8	14,6	17,0		
Matériel	74,2	76,5	95,1	98,0	127,1	131,1	38,8	40,3	20,3	18,2	39,5	40,8	45,4	46,9		
Plantations (y compris forêt)	7,6	7,6	0,4	0,3	0,8	1,1	0,5	0,5	1,6	1,6	40,2	40,1	38,8	38,8		
Animaux reproducteurs	42,6	43,7	5,7	5,4	6,2	6,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	0,3	1,9	1,7		
Autres immobilisations	21,5	22,2	25,9	26,4	87,8	90,6	9,7	10,5	11,1	10,8	14,1	13,8	13,3	15,0		
Actif circulant	176,4	174,5	159,7	144,4	233,3	239,5	98,2	100,8	108,4	103,2	381,5	381,7	133,9	143,2		
Stocks et en-cours	106,5	105,6	79,3	73,8	96,9	100,8	26,7	27,3	45,3	42,1	293,8	289,4	34,8	37,9		
dont animaux circulants	21,0	21,4	2,7	2,6	5,5	6,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,9	1,3		
Valeurs réalisables	40,7	41,4	42,6	39,5	85,5	90,3	30,2	30,4	29,3	27,8	58,0	60,6	59,6	61,9		
Valeurs disponibles	29,2	27,6	37,8	31,1	50,9	48,5	41,3	43,2	33,7	33,3	29,7	31,8	39,5	43,4		
Régularisation actif	1,6	1,7	1,6	1,5	2,4	2,8	2,1	1,8	1,3	1,3	1,5	1,8	1,6	1,6		
Total actif	429,5	433,7	361,4	352,4	551,5	569,8	243,1	242,9	234,7	222,9	598,2	607,3	300,7	316,8		
Capitaux propres	256,9	256,2	233,1	218,5	302,7	320,5	96,0	97,6	82,7	75,4	410,3	416,9	163,6	172,4		
Total endettement	172,5	177,2	128,2	133,9	248,5	248,6	147,1	145,3	151,8	147,4	187,8	190,2	137,1	144,0		
Dettes à long ou moyen terme	112,8	114,1	84,9	87,3	167,7	171,5	85,1	80,4	81,9	76,5	87,6	87,6	79,4	80,9		
Emprunts à court terme	6,4	6,8	3,8	4,3	7,4	7,1	4,3	2,5	8,0	8,9	13,3	14,7	5,9	5,5		
Autres dettes financières à - 1 an	8,1	9,7	4,7	7,5	8,5	8,7	4,4	7,3	5,8	4,6	13,2	12,4	5,1	5,2		
Dettes auprès de tiers	45,3	46,6	34,9	34,7	64,9	61,2	53,2	55,0	56,1	57,4	73,8	75,5	46,8	52,5		
Régularisation passif	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,7	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,4		
Total passif	429,5	433,7	361,4	352,4	551,5	569,8	243,1	242,9	234,7	222,9	598,2	607,3	300,7	316,8		

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2012 et 2013

Source : SSP - RICA 2012 et 2013 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 2

Situation financière des exploitations en 2012 et 2013

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture polyélevage	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Résultat courant avant impôts	40,8	39,8	27,7	23,2	46,0	42,3	27,2	23,7	68,4	40,4	42,2	27,9	60,2	45,9	57,9	33,9
+ Dotation aux amortissements	34,3	35,7	20,3	20,6	39,5	40,2	19,8	20,3	43,0	44,2	31,3	32,0	36,3	36,6	39,7	41,2
+ Charges et produits exceptionnels	0,5	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,4	0,0	0,1	0,3	-0,9	0,1	0,0	-0,8	0,0	0,0
= Capacité d'autofinancement	75,7	75,6	48,0	44,0	85,6	82,5	47,4	44,0	111,5	84,9	72,6	60,1	96,4	81,8	97,6	75,1
- Prélèvements privés	41,4	41,3	26,3	24,2	37,0	47,4	30,3	28,9	46,5	58,3	40,2	35,3	52,2	52,3	49,0	46,6
= Autofinancement	34,3	34,2	21,8	19,9	48,6	35,1	17,1	15,1	65,0	26,6	32,4	24,8	44,3	29,5	48,6	28,6
+ Cessions d'immobilisations	8,7	9,4	5,7	6,5	8,8	12,4	3,4	4,9	3,7	5,7	4,8	4,3	8,4	9,5	10,9	14,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,8	1,5	0,5	0,4	0,9	1,4	2,0	1,8	1,4	2,4	1,4	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1
+ Nouvelles dettes financières	39,4	37,1	20,3	21,8	38,9	52,4	16,4	16,4	88,8	61,8	32,1	24,2	36,5	54,3	41,0	45,7
+ Variation des dettes auprès des tiers	3,3	2,5	-0,5	0,7	-0,6	2,7	1,6	1,8	7,3	3,8	-1,1	-2,2	7,3	3,5	1,6	4,0
+ Diminution de trésorerie nette	2,6	0,4	0,7	1,1	0,9	1,3	2,3	1,1	4,5	8,9		5,6		9,7	1,2	5,8
= Total des ressources	90,1	85,1	48,4	50,2	97,6	105,2	42,7	41,1	170,7	109,4	69,5	57,7	97,6	107,5	104,3	99,9
Acquisitions d'immobilisations	48,8	41,8	24,0	25,5	46,6	50,9	23,7	25,5	70,1	47,1	32,5	28,4	41,9	52,9	54,8	55,5
+ Augmentation des animaux reproducteurs	3,0	3,5	1,2	3,3	6,8	5,5	-0,1	0,7	3,6	-0,3	0,8	0,7	4,9	2,8	1,5	2,6
+ Charges à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Remboursements des dettes financières	34,6	36,3	19,5	20,5	39,0	45,5	16,3	16,4	72,2	67,8	30,3	31,8	43,5	43,7	38,5	40,0
+ Variation des stocks	2,1	1,5	3,8	1,4	3,9	4,9	2,4	0,4	16,7	-1,0	2,9	-1,6	5,2	4,0	5,4	0,2
+ Variation des créances auprès des tiers	1,5	1,8	-0,2	-0,5	0,5	1,9	0,3	-1,8	7,2	-4,3	3,0	-1,6	1,0	3,5	4,0	1,5
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	0,1	0,0	0,0	0,6	-3,3	0,2	0,0	0,8	0,0	-0,4	-0,1	0,3	0,5	0,0	0,1
+ Augmentation de trésorerie nette											0,3		0,9			
= Total des emplois	90,1	85,1	48,4	50,2	97,6	105,2	42,7	41,1	170,7	109,4	69,5	57,7	97,6	107,5	104,3	99,9
Variation du fonds de roulement net	-2,2	0,5	3,5	-0,8	4,7	-0,6	-1,1	-4,3	13,0	-18,0	6,9	-6,6	0,0	-5,1	6,7	-8,1
Variation du besoin en fonds de roulement	0,4	0,9	4,2	0,3	5,7	0,7	1,4	-3,2	17,4	-8,9	6,6	-1,1	-1,0	4,5	7,9	-2,5
Variation de trésorerie nette	-2,6	-0,3	-0,7	-1,1	-1,0	-1,3	-2,4	-1,2	-4,4	-9,1	0,3	-5,5	1,0	-9,6	-1,2	-5,7
Investissement total	43,1	35,9	19,5	22,3	44,6	43,9	20,2	21,3	70,0	41,1	28,6	24,9	38,3	46,3	45,4	43,5
Excédent de trésorerie d'exploitation	71,5	72,2	43,7	40,6	73,0	79,8	45,3	44,8	68,4	96,7	71,1	63,7	89,9	72,5	88,4	75,0

Bilan 2013	Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture													
Actif immobilisé	305,7	310,8	259,1	264,9	375,9	386,1	187,9	191,9	357,1	357,7	227,1	222,2	296,6	311,0	310,0	319,6				
Terrains	22,0	23,1	43,0	43,9	31,5	32,3	36,0	37,4	26,3	27,0	22,9	23,6	15,8	16,0	35,2	36,4				
Aménagements terrains	2,0	2,1	1,4	1,5	3,2	3,1	1,4	2,1	3,2	3,5	1,9	2,0	3,1	3,1	2,9	2,9				
Constructions	87,5	85,6	44,6	43,2	92,1	88,3	44,6	45,2	162,0	154,7	81,9	78,9	85,2	87,8	61,0	60,6				
Installations spécialisées	17,2	17,5	3,8	3,7	14,9	14,8	6,9	6,9	17,3	17,3	17,9	17,2	11,4	11,6	15,1	15,8				
Matériel	83,1	84,1	48,8	51,8	89,4	96,8	49,9	50,4	67,0	72,5	78,7	75,8	80,6	86,8	104,1	108,5				
Plantations (y compris forêt)	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,6	0,0	0,0	3,0	3,0				
Animaux reproducteurs	76,4	79,8	110,7	114,0	129,9	135,4	42,5	43,2	56,8	56,5	13,0	13,7	85,0	87,8	61,1	63,7				
Autres immobilisations	17,4	18,4	6,7	6,8	14,8	15,5	6,5	6,5	24,3	25,9	10,3	10,5	15,6	18,0	27,6	28,7				
Actif circulant	113,1	116,6	106,4	107,0	167,4	174,3	80,7	79,1	228,2	228,1	106,1	100,6	147,3	151,9	168,9	168,6				
Stocks et en-cours	62,5	64,0	67,8	69,1	108,4	113,3	32,6	33,0	179,8	178,8	49,2	47,6	96,9	100,9	95,2	95,4				
dont animaux circulants	26,9	28,5	44,4	44,5	64,5	69,4	11,8	11,7	130,4	129,4	29,8	28,3	57,6	61,2	32,2	32,8				
Valeurs réalisables	30,3	32,8	19,1	18,6	32,5	34,3	24,6	23,3	34,9	30,0	35,6	36,4	32,0	36,0	41,3	43,9				
Valeurs disponibles	20,3	19,8	19,5	19,3	26,5	26,7	23,5	22,7	13,5	19,2	21,4	16,7	18,4	15,0	32,3	29,3				
Régularisation actif	1,7	1,8	0,7	0,7	2,7	2,5	0,7	0,7	2,6	3,0	1,8	1,8	2,6	3,1	1,9	2,0				
Total actif	420,4	429,2	366,2	372,6	545,9	562,9	269,3	271,6	587,9	588,8	335,0	324,7	446,6	466,1	480,8	490,2				
Capitaux propres	229,6	234,5	255,0	258,7	323,5	326,2	179,2	178,8	215,2	203,8	111,3	107,3	223,2	221,8	274,1	269,9				
Total endettement	190,7	194,5	111,1	113,8	222,4	233,5	89,9	92,7	372,6	384,5	223,7	217,1	223,3	244,2	206,4	220,1				
Dettes à long ou moyen terme	140,9	141,9	79,6	80,1	156,4	161,1	63,5	63,3	241,0	243,4	159,5	150,2	154,6	164,2	143,1	148,2				
Emprunts à court terme	5,7	5,4	2,8	3,5	6,9	9,0	2,4	2,7	24,9	16,5	3,4	5,1	7,2	8,2	5,1	5,7				
Autres dettes financières à - 1 an	5,9	6,6	4,6	5,4	7,7	9,1	3,6	4,5	41,5	55,6	11,7	15,0	16,7	23,5	9,1	13,1				
Dettes auprès de tiers	38,2	40,7	24,2	24,8	51,4	54,2	20,4	22,2	65,2	69,0	49,0	46,8	44,8	48,3	49,0	53,0				
Régularisation passif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	3,2	0,2	0,2	0,1	0,5	0,1	0,2	0,1	0,0	0,2	0,3				
Total passif	420,4	429,2	366,2	372,6	545,9	562,9	269,3	271,6	587,9	588,8	335,0	324,7	446,6	466,1	480,8	490,2				

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2012 et 2013

Source SSP - RICA 2012 et 2013 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Méthodologie

Avertissement :

A partir de l'exercice comptable 2010, les résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA) sont présentés selon la nouvelle typologie des exploitations agricoles, conformément aux dispositions du règlement (CE) n°1242/2008 de la Commission, en cohérence avec ceux du recensement de l'agriculture 2010.

Les données du RICA, enquête européenne, peuvent être dépendantes des différences de taux d'inflation entre pays. Afin d'assurer une cohérence entre les données des actifs immobilisés acquis à des époques différentes, une réévaluation de ce type d'actif était appliquée dans les États membres, y compris en France, jusqu'en 2010. Cette procédure a été abandonnée au niveau communautaire. Depuis cette date, les résultats du RICA français sont donc calculés sans appliquer cette réévaluation des bilans. Cette réforme accroît la cohérence des résultats du RICA avec ceux liés à la mise en œuvre des règles comptables en France.

Le RICA

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 82 000 exploitations agricoles de l'Union européenne. Réalisée dans les 27 États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente près de 5 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture communautaire. En France métropolitaine, le RICA couvre le champ des exploitations dont le produit brut standard est supérieur à 25 000 euros, soit en 2013 301 480 exploitations. Sur la métropole, l'échantillon total enquêté en 2013 regroupe 7 315 exploitations. L'échantillon provisoire exploité pour ce rapport comprend 6 461 exploitations, soit 88 % de l'échantillon. Les évolutions du résultat courant avant impôts (RCAI) sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut.

Méthodes de collecte et concepts

Le RICA recueille chaque année des données **comptables** et extra-comptables auprès d'exploitations sélectionnées par échantillonnage (méthode des quotas). Quand l'exploitation dispose d'une comptabilité, celle-ci est harmonisée selon les règles du RICA et donc soumise à des retraitements (recours aux amortissements linéaires, inscription de toutes les terres en propriété au bilan, par exemple) puis complétée par des données extra-comptables (temps de travail, surfaces, nombre d'animaux, etc.). Une comptabilité RICA est établie spécifiquement s'il n'en existe pas (exploitation au forfait non sujette à la tenue d'une comptabilité). Le travail est en général confié à des centres de gestion et de comptabilité spécialisés : centres d'économie rurale du réseau CER France, associations dépendant du réseau AS, divers autres centres comptables, experts-comptables, et de façon marginale, écoles d'agriculture, centres de recherche et agents de l'administration.

Comme il s'agit d'informations individuelles, on peut constituer des sous-ensembles répondant à différents critères, en fonction des objectifs d'étude poursuivis. Les résultats individuels sont étendus à l'ensemble du champ en utilisant un système de **pondération** basé sur le rapprochement du nombre des exploitations de l'échantillon avec celui de l'univers 2013. Ce dernier est obtenu à partir d'une extrapolation pour l'année 2013 des données des recensements de l'agri-

culture 2000 et 2010. Un poids est calculé pour chacune des strates résultant du croisement des trois critères : orientation technico-économique (OTEX) - région – taille économique (CDEX).

Les concepts du RICA sont proches de ceux de la comptabilité d'entreprise, définis par le Plan comptable agricole, lui-même adapté du Plan comptable général. Un rapprochement important des concepts et des principes d'évaluation a été opéré lors de l'établissement de la nouvelle base 1995 des comptes macroéconomiques agricoles, et notamment des comptes par OTEX. Ainsi, sans lui être identique, le **résultat courant avant impôt (RCAI)**, indicateur central du RICA, est proche du **résultat net d'entreprise agricole**.

Comme les comptes macroéconomiques, mais sans inclure les subventions liées aux produits dans la valeur de la production, le RICA classe en subventions d'exploitation la plupart des aides prévues par la Politique agricole commune (PAC) : droits à paiement unique, aides à la restructuration du vignoble, primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes, indemnité compensatoire de handicap naturel, prime à l'herbe, etc. Les subventions d'exploitation sont rattachées à l'exercice ouvrant le droit, dès lors qu'elles sont connues et certaines. Si le montant de la créance n'a pas pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées lors de l'encaissement sur l'exercice suivant. Les aides comme la dotation aux jeunes agriculteurs sont par contre classées en subvention d'investissement.

Les principales divergences avec les comptes macroéconomiques concernent les règles d'évaluation des immobilisations (animaux reproducteurs...), celles des stocks (animaux circulants, engrais...), et le traitement des primes et indemnités d'assurance.

Les chiffres relatifs à l'année 2013 sont calculées à partir d'un échantillon comprenant 88 % des exploitations enquêtées. Ils pourront donc être révisés à la marge lorsque la totalité de l'échantillon pourra être exploité.

Les évolutions des données monétaires sont exprimées, sauf mention explicite, en valeur 2013 : les données des années antérieures sont corrigées à l'aide des indices du prix du PIB.

Les indicateurs de résultat

Le **résultat courant avant impôts (RCAI)** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il constitue une forme de résultat permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres (contrairement aux règles traditionnelles comptables et fiscales, les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites du résultat dans le RICA). Le RCAI prend en compte à la fois des charges qui se traduisent par des flux financiers effectifs et des charges calculées ne donnant pas lieu à des décaissements (les amortissements). Pour appréhender les ressources financières potentielles, il est nécessaire de ne pas intégrer les charges calculées. De fait, les analystes s'intéressent souvent à la **capacité d'autofinancement** qui diffère du RCAI principalement par le fait que ne sont pas déduits les amortissements et que sont intégrés les charges et des produits à caractère exceptionnel, peu élevés en moyenne. La capacité d'autofinancement est la ressource essentielle du tableau de financement.

Pour d'autres analyses, l'excédent brut d'exploitation (EBE) peut être préféré. À la différence de la capacité d'autofinancement, l'EBE n'intègre ni les charges et produits financiers, ni les charges et produits exceptionnels. Il exprime un flux de trésorerie potentiel généré par les opérations d'exploitation, avant rémunération des apporteurs externes de capitaux.

Partie II

INDICATEURS PREVISIONNELS DE RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS AGRICOLES POUR 2014

- estimations au 15 décembre 2014 -

En 2014, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations moyennes et grandes s'établirait, en moyenne, à 24 400 euros par actif non salarié, soit un niveau légèrement inférieur à son niveau de 2013 (- 5 %). Ce résultat serait en repli de 25 % par rapport à la moyenne des trois dernières années compte-tenu des résultats, historiquement élevés, de 2011 et 2012, et de 11 % par rapport à la moyenne de longue période (2000-2013).

Les résultats seraient en baisse par rapport à 2013 dans une majorité d'orientations, à l'exception de la viticulture et des élevages bovins lait et ovin/caprin. L'année 2014 est en effet marquée par une baisse des prix à la production pour la plupart des productions animales et végétales.

Dans les productions végétales, le repli des prix de l'énergie et de ceux des engrais permettraient de contenir la hausse des coûts de production. Les évolutions du résultat dépendraient donc en grande partie de celles de la valeur de la production.

Après une légère baisse en 2013, les récoltes de céréales ainsi que d'oléagineux et de protéagineux se redressent en 2014 mais ne permettraient pas de compenser la nette dépréciation des prix. Dans ces conditions, le résultat moyen des exploitations spécialisées en grandes cultures s'établirait à 17 500 euros par actif non salarié en 2014. Il serait nettement inférieur au niveau moyen élevé des années 2011-2013 (49 200 euros) et en repli de 52 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Les aléas climatiques ont diversement affecté les autres productions végétales.

En arboriculture fruitière, la récolte des espèces à noyau (pêche, abricot) serait plus abondante en 2014 qu'en 2013 mais leurs prix ont enregistré une forte baisse. Seule la cerise verrait la valeur de sa production progresser en 2014. Le résultat moyen de l'ensemble des exploitations fruitières reculerait donc à 13 400 euros. Il serait inférieur de plus de 50 % au niveau moyen 2011-2013 et de 43 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Dans les exploitations maraîchères, les surfaces cultivées sont en léger recul et les prix sont également en baisse, entraînant une diminution de la production en valeur. Le résultat moyen des exploitations spécialisées en maraîchage et horticulture s'établirait à 21 300 euros. Il serait inférieur de 4,5 % au niveau moyen 2011-2013 et de 12 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Avec une récolte en forte hausse par rapport à celles exceptionnellement basses de 2012 et 2013 et des stocks réduits, la production viticole s'accroîtrait. Les prix resteraient bien orientés sur la campagne et permettraient au résultat moyen des exploitations viticoles d'atteindre 46 200 euros en 2014, soit une hausse de 12 % par rapport au niveau moyen 2011-2013 et de 17 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Dans les exploitations d'élevage, le volume de la plupart des productions animales est en hausse, ou reste stable, à l'exception des volailles.

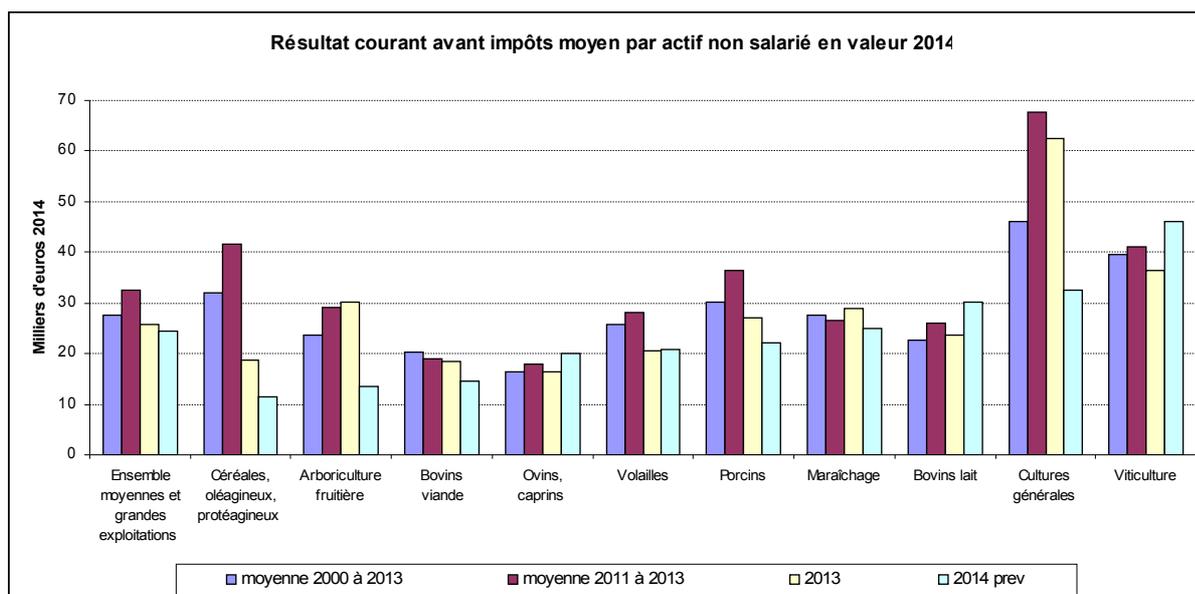
Les prix des animaux d'élevage herbivore sont orientés à la baisse. En revanche, le prix du lait a été

dynamique et la collecte orientée à la hausse. Le coût de l'alimentation animale a, quant à lui, amorcé un repli au cours de 2014. Dans les exploitations spécialisées dans les bovins lait, la valeur de la production augmenterait de façon soutenue sous l'effet conjugué de la hausse de la production et des prix. Le résultat par actifs non salariés s'établirait à 30 100 euros. Il serait supérieur de 16 % à la moyenne 2011-2013 et de 34 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Avec le recul des prix, les élevages spécialisés en bovins pour la viande verraient leur revenu reculer à 14 500 euros, un niveau inférieur de près de 25 % à la moyenne observée en 2011-2013 et de 29 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013). En revanche, la situation s'améliorerait dans les élevages ovins et caprins grâce à une légère hausse des prix et une revalorisation des subventions ; le résultat moyen atteindrait 20 000 euros. Il serait en hausse de 11 % par rapport à la moyenne des trois dernières années et de 22 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Dans les exploitations avicoles, la situation est contrastée. En volaille de chair, la baisse des prix conjuguée à des volumes en légère baisse conduirait à une diminution de la valeur de la production. En filière ponte en revanche, la valeur de la production augmenterait grâce à la hausse des volumes. Sur l'ensemble des deux filières, le résultat moyen des exploitations resterait stable à 20 700 euros. Il serait inférieur de 26 % à la moyenne des trois dernières années et de 20 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).

Dans les exploitations porcines, compte tenu du recul des prix et de la valeur de la production, le revenu se replierait à 22 100 euros par actif non salarié. Il serait inférieur de 39 % à la moyenne des trois dernières années et de 26 % par rapport à la moyenne sur longue période (2000-2013).



Méthodologie des indicateurs de résultats par orientation

Les indicateurs présentés dans ce document permettent d'analyser les résultats économiques annuels des exploitations agricoles, en niveau et en évolution. Ils permettent ainsi de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du résultat d'activité selon la spécialisation productive des exploitations agricoles (orientation technico-économique des exploitations – OTEX) et d'apprécier les disparités entre les orientations de production.

Ces indicateurs sont élaborés sur l'ensemble des **exploitations agricoles moyennes et grandes en France métropolitaine**, une exploitation étant considérée comme moyenne ou grande si sa production brute standard moyenne (PBS) dépasse 25 000 euros. Cet ensemble est donc différent du champ couvert par le compte national : ce dernier inclut en particulier les petites exploitations (dont la PBS est inférieure à 25 000 euros), les exploitations des DOM, ainsi que les entreprises de travaux agricoles (ETA), les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et les centres d'insémination artificielle, pour représenter l'ensemble de la branche « agriculture ».

Le cadre général sur lequel s'appuient ces indicateurs sont les données du réseau d'information comptable agricole (RICA). Les résultats du RICA observés constituent la référence historique pour les niveaux et les évolutions des résultats par catégorie d'exploitations. **Les données du RICA relatives à l'année N n'étant disponibles qu'à la fin de l'année N+1, les résultats de la dernière année (2014 ici) sont estimés sur la base des indicateurs conjoncturels disponibles.** Ces indicateurs sont détaillés par produit et poste de charges au niveau de nomenclature le plus fin possible, et appliqués aux données individuelles du RICA de l'année précédente.

Les estimations de résultats sont par nature fragiles. En effet, le résultat comptable étant un solde, son évolution est très sensible aux variations de la valeur de la production et des charges. En période de fortes fluctuations des volumes ou des prix des productions ou des consommations intermédiaires (engrais, alimentation animale notamment), les risques de révisions des résultats, à la hausse comme à la baisse, entre deux exercices sont plus importants. Il est par ailleurs assez difficile d'anticiper avec précision la façon dont les évolutions conjoncturelles seront in fine retracées dans les comptabilités agricoles du RICA. D'une part, les comportements économiques s'adaptent aux conditions spécifiques de chaque campagne ; d'autre part, les comptabilités agricoles sont pour une large part arrêtées avant la fin de la campagne de commercialisation dans certaines orientations (COP notamment). Des révisions assez importantes des résultats de l'année N peuvent ainsi être observées en décembre N+1, lorsque les données du RICA sont disponibles.

L'indicateur permettant d'approcher le résultat d'activité des entreprises agricoles utilisé ici est le **résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (UTANS)**. Ce résultat comptable est calculé à partir de la valeur de la production, augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges courantes (salaires, impôts fonciers, frais financiers,...) ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés. Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB.

Annexes

Tableaux 1a et 1b

Évolution du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en 2014

Tableau 2

Résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié par catégorie d'exploitations de 2000 à 2014 (en euros courants)

Tableau 3

Résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié par catégorie d'exploitations de 2000 à 2014 (en euros 2014)

Tableau 4

Indicateur d'évolution du résultat courant avant impôts agricole en valeur 2014 (indice 100 = 2000)

Graphique 1

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Ensemble des exploitations moyennes et grandes

Graphique 2

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Ensemble des grandes cultures

Graphique 3

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Céréales, oléagineux, protéagineux

Graphique 4

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Autres grandes cultures

Graphique 5

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Maraîchage

Graphique 6

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Fleurs et horticulture diverse

Graphique 7

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Ensemble viticulture

Graphique 8

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Arboriculture fruitière

Graphique 9

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Bovins lait

Graphique 10

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Bovins viande

Graphique 11

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Ovins et caprins

Graphique 12

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Élevages porcins

Graphique 13

Évolution entre 1990 et 2014 du RCAI moyen par actif non salarié, en valeur 2014 : Élevages avicoles

Tableau 5

Comparaisons prévisions 2013 / réalisé 2013 du résultat courant avant impôts par actif non salarié

Tableau 1a : Évolution du résultat courant avant impôts par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (RCAI par UTANS)

	Résultat courant avant impôts par UTA non salariée en termes réels									Niveau moyen		
	Niveau en millier d'euros 2014					Évolution revenu annuel (en %)				Ensemble exploitations = 100		
	2011	2012	2013	Moy. 2011-2013	Moy. 2000-2013	2014 prev	2014 / 2013	2014 / moy 2011-2013	2014 / moy 2000-2013	moy 1990-2000	moy 2000-2010	moy 2000-2014
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	35,5	36,0	25,7	32,4	27,6	24,4	-5,0	-24,6	-11,5	100,0	100,0	100,0
Céréales, oléagineux, protéagineux	49,9	56,5	18,8	41,7	32,1	11,5	-38,9	-72,5	-64,2	123,2	112,0	112,1
Cultures générales	62,8	77,7	62,4	67,6	46,1	32,5	-47,8	-51,9	-29,4	142,3	153,0	165,0
Ensemble grandes cultures	53,8	62,6	31,3	49,2	36,5	17,5	-44,0	-64,4	-52,0	130,1	125,6	128,6
Légumes et champignons	20,6	30,6	28,8	26,7	27,6	25,0	-13,0	-6,1	-9,3	86,2	105,9	100,2
Fleurs et horticulture diverse	16,9	22,5	17,9	19,1	21,7	18,5	3,3	-3,0	-14,6	96,5	85,2	78,5
Ensemble maraîchage et horticulture	18,6	25,9	22,6	22,4	24,2	21,3	-5,5	-4,5	-11,8	91,7	94,0	87,7
Viticulture	47,8	39,2	36,4	41,1	39,4	46,2	26,8	12,3	17,1	168,2	148,2	145,6
Arboriculture fruitière	25,1	31,6	30,3	29,0	23,6	13,4	-55,7	-53,7	-43,2	83,1	84,3	83,8
Bovins lait	30,3	24,1	23,6	26,0	22,6	30,1	27,6	15,8	33,6	82,3	82,3	84,3
Bovins viande	17,4	21,5	18,5	19,1	20,4	14,5	-21,5	-24,2	-28,8	79,3	78,7	72,9
Bovins mixtes	27,9	25,7	24,0	25,9	22,1	26,6	10,7	2,9	20,5	78,7	80,1	81,8
Ovins et caprins	19,4	18,5	16,3	18,1	16,4	20,0	23,1	10,9	22,0	58,4	60,8	60,8
Porcins	36,0	46,0	27,0	36,3	30,1	22,1	-18,0	-39,1	-26,5	106,6	107,9	107,9
Volailles	30,7	32,7	20,6	28,0	25,8	20,7	0,6	-25,9	-19,6	86,9	95,8	92,9
Ensemble élevages hors sol	31,5	34,8	23,0	29,8	26,4	21,9	-4,8	-26,5	-17,0	92,4	96,8	95,2
Polyculture, polyélevage	35,8	36,6	21,2	31,2	25,3	19,2	-9,4	-38,5	-24,2	83,8	90,2	90,9

Source : SSP, RICA, indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations
Champ : ensemble des moyennes et grandes exploitations (PBS>25000€)

Tableau 1b : Évolution du résultat courant avant impôts par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (RCAI par UTANS)

	Valeurs triennales moyennes en milliers d'euros 2014				Évolution des moyennes triennales en % annuel				Valeurs triennales moyennes Ensemble exploitations = 100		
	"1990"	"2000"	"2013"	"2014"	"2014"/ "2013"	"2014"/ "2010"	"2014"/ "2000"	"2014"/ "1990"	"1990"	"2000"	"2014"
	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)				(1)	(1)	(1)
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	21,6	27,7	32,4	28,7	-11,4	4,1	0,3	1,2	100,0	100,0	100,0
Céréales, oléagineux, protéagineux	24,3	30,0	41,7	28,9	-30,7	-1,4	-0,3	0,7	112,6	108,4	100,8
Cultures générales	31,4	38,1	67,6	57,5	-14,9	7,0	3,0	2,6	145,4	137,4	200,3
Ensemble grandes cultures	26,8	33,0	49,2	37,1	-24,6	1,7	0,8	1,4	124,5	119,0	129,3
Légumes et champignons	16,1	27,0	26,7	28,2	5,6	2,8	0,3	2,4	74,5	97,4	98,1
Fleurs et horticulture diverse	21,8	27,4	19,1	19,6	2,8	-0,2	-2,3	-0,4	101,0	98,7	68,4
Ensemble maraîchage et horticulture	19,0	27,2	22,4	23,3	4,2	1,1	-1,1	0,9	87,9	98,2	81,1
Viticulture	44,4	55,0	41,1	40,6	-1,3	4,5	-2,2	-0,4	205,8	198,4	141,3
Arboriculture fruitière	22,5	21,2	29,0	25,1	-13,4	11,5	1,2	0,5	104,5	76,6	87,5
Bovins lait	17,4	22,2	26,0	26,0	-0,2	5,7	1,1	1,7	80,9	80,2	90,4
Bovins viande	16,0	21,4	19,1	18,2	-5,0	6,3	-1,2	0,5	74,2	77,3	63,2
Bovins mixtes	14,1	21,5	25,9	25,5	-1,6	7,7	1,2	2,5	65,3	77,7	88,6
Ovins et caprins	13,0	15,3	18,1	18,3	1,2	5,3	1,3	1,4	60,1	55,3	63,7
Porcins	27,2	14,2	36,3	31,7	-12,7	8,6	5,9	0,6	126,0	51,2	110,4
Volailles	15,7	23,1	28,0	24,7	-11,8	-1,7	0,5	1,9	72,6	83,2	86,0
Ensemble élevages hors sol	19,4	20,2	29,8	26,6	-10,8	2,0	2,0	1,3	89,8	72,7	92,5
Polyculture, polyélevage	17,0	22,8	31,2	25,6	-17,7	3,0	0,8	1,7	78,8	82,4	89,3

(1) Moyenne triennale affectée à l'année indiquée ("2014" : moyenne des résultats 2012, 2013, 2014 affectée à 2014).
L'évolution "2014"/"2013" correspond à l'évolution entre les moyennes des années 2011 à 2013 ("2013") et 2012 à 2014 ("2014").

Source : SSP, RICA, indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations
Champ : ensemble des moyennes et grandes exploitations (PBS>25000€)

Tableau 2 : Résultat courant avant impôts agricole moyen par actif non salarié (RCAI par UTANS) selon les catégories d'exploitations

Valeur moyenne par UTANS en milliers d'euros courants

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 prev
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	21,2	21,3	21,9	21,5	23,0	21,1	25,4	31,8	25,3	14,2	30,9	34,5	35,5	25,5	24,4
Céréales, oléagineux, protéagineux	22,2	18,0	21,5	22,8	22,9	17,3	25,3	52,9	35,9	9,6	42,5	48,6	55,6	18,6	11,5
Cultures générales	27,4	30,7	28,1	35,1	31,3	25,5	38,7	53,7	45,7	21,2	59,2	61,1	76,5	61,9	32,5
Ensemble grandes cultures	24,1	22,5	23,8	27,0	25,7	20,0	29,7	53,2	39,0	13,2	47,6	52,3	61,6	31,1	17,5
Légumes et champignons	28,0	25,6	31,8	25,9	10,7	29,3	25,6	21,8	21,2	18,8	32,3	20,0	30,2	28,6	25,0
Fleurs et horticulture diverse	22,2	20,7	21,6	22,6	16,3	16,6	20,8	20,4	19,1	16,0	21,8	16,5	22,1	17,8	18,5
Ensemble maraîchage et horticulture	24,5	22,7	25,8	23,9	14,2	21,7	22,6	21,0	20,0	17,3	26,7	18,0	25,5	22,4	21,3
Viticulture	34,8	34,4	35,6	30,4	38,8	32,6	33,6	42,3	33,1	26,1	38,6	46,5	38,5	36,1	46,2
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	17,4	25,8	22,1	25,8	17,1	9,0	27,1	24,5	22,7	6,8	17,1	24,5	31,1	30,1	13,4
Bovins lait	17,8	16,3	17,8	16,6	19,6	19,4	19,9	25,1	22,6	11,4	25,7	29,5	23,8	23,4	30,1
Bovins viande	16,1	16,4	21,3	21,3	21,8	20,8	24,4	18,1	13,1	11,9	15,7	16,9	21,2	18,3	14,5
Bovins mixtes	16,8	14,5	19,1	16,3	19,1	20,1	22,0	24,2	20,1	10,9	23,3	27,1	25,3	23,9	26,6
Ovins et caprins	12,5	13,6	16,0	12,6	15,0	12,8	15,5	15,5	11,3	11,8	19,6	18,9	18,2	16,1	20,0
Porcins	29,8	48,8	9,0	12,4	21,4	34,3	44,5	9,6	10,0	19,5	36,0	35,0	45,2	26,8	22,1
Volailles	18,0	21,1	21,3	19,3	19,0	19,9	22,6	30,4	23,3	23,1	29,5	29,8	32,2	20,5	20,7
Ensemble élevages hors sol	21,4	27,9	16,6	16,9	19,4	23,7	28,6	24,0	19,9	19,7	30,9	30,6	34,3	22,8	21,9
Polyculture, polyélevage	18,6	18,3	18,8	19,6	20,7	18,7	22,7	29,9	24,1	10,8	30,5	34,8	36,0	21,0	19,2

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations
 Champ : ensemble des moyennes et grandes exploitations (PBS>25000€)

Tableau 3 : Résultat courant avant impôts agricole moyen par actif non salarié (RCAI par UTANS) selon les catégories d'exploitations

Valeur moyenne par UTANS en milliers d'euros 2014

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 prev
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	26,3	25,9	26,1	25,1	26,4	23,8	28,0	34,2	26,6	14,8	32,1	35,5	36,0	25,7	24,4
Céréales, oléagineux, protéagineux	27,5	21,8	25,6	26,6	26,3	19,5	27,9	56,9	37,7	10,1	44,1	49,9	56,5	18,8	11,5
Cultures générales	33,9	37,2	33,4	40,9	35,9	28,7	42,7	57,8	48,0	22,3	61,5	62,8	77,7	62,4	32,5
Ensemble grandes cultures	29,8	27,3	28,3	31,5	29,5	22,5	32,7	57,2	40,9	13,9	49,4	53,8	62,6	31,3	17,5
Légumes et champignons	34,6	31,1	37,8	30,2	12,3	33,0	28,3	23,4	22,3	19,7	33,5	20,6	30,6	28,8	25,0
Fleurs et horticulture diverse	27,5	25,1	25,7	26,4	18,7	18,7	22,9	22,0	20,1	16,8	22,6	16,9	22,5	17,9	18,5
Ensemble maraîchage et horticulture	30,4	27,6	30,6	27,9	16,3	24,5	25,0	22,6	21,0	18,1	27,7	18,6	25,9	22,6	21,3
Viticulture	43,1	41,8	42,3	35,5	44,6	36,7	37,1	45,4	34,7	27,4	40,1	47,8	39,2	36,4	46,2
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	21,5	31,3	26,3	30,1	19,6	10,2	29,9	26,3	23,8	7,1	17,7	25,1	31,6	30,3	13,4
Bovins lait	22,0	19,8	21,2	19,3	22,5	21,8	21,9	27,0	23,7	12,0	26,6	30,3	24,1	23,6	30,1
Bovins viande	19,9	19,9	25,4	24,9	25,1	23,4	26,9	19,4	13,8	12,5	16,3	17,4	21,5	18,5	14,5
Bovins mixtes	20,8	17,6	22,7	19,0	21,9	22,6	24,3	26,0	21,1	11,5	24,1	27,9	25,7	24,0	26,6
Ovins et caprins	15,5	16,5	19,0	14,7	17,2	14,4	17,1	16,7	11,9	12,3	20,3	19,4	18,5	16,3	20,0
Porcins	36,9	59,2	10,6	14,5	24,5	38,6	49,1	10,3	10,5	20,4	37,4	36,0	46,0	27,0	22,1
Volailles	22,3	25,6	25,3	22,6	21,8	22,4	24,9	32,7	24,5	24,3	30,6	30,7	32,7	20,6	20,7
Ensemble élevages hors sol	26,5	33,9	19,7	19,7	22,3	26,7	31,6	25,8	20,9	20,7	32,1	31,5	34,8	23,0	21,9
Polyculture, polyélevage	23,0	22,2	22,4	22,9	23,8	21,0	25,0	32,2	25,3	11,3	31,7	35,8	36,6	21,2	19,2

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations
 Champ : ensemble des moyennes et grandes exploitations (PBS>25000€)

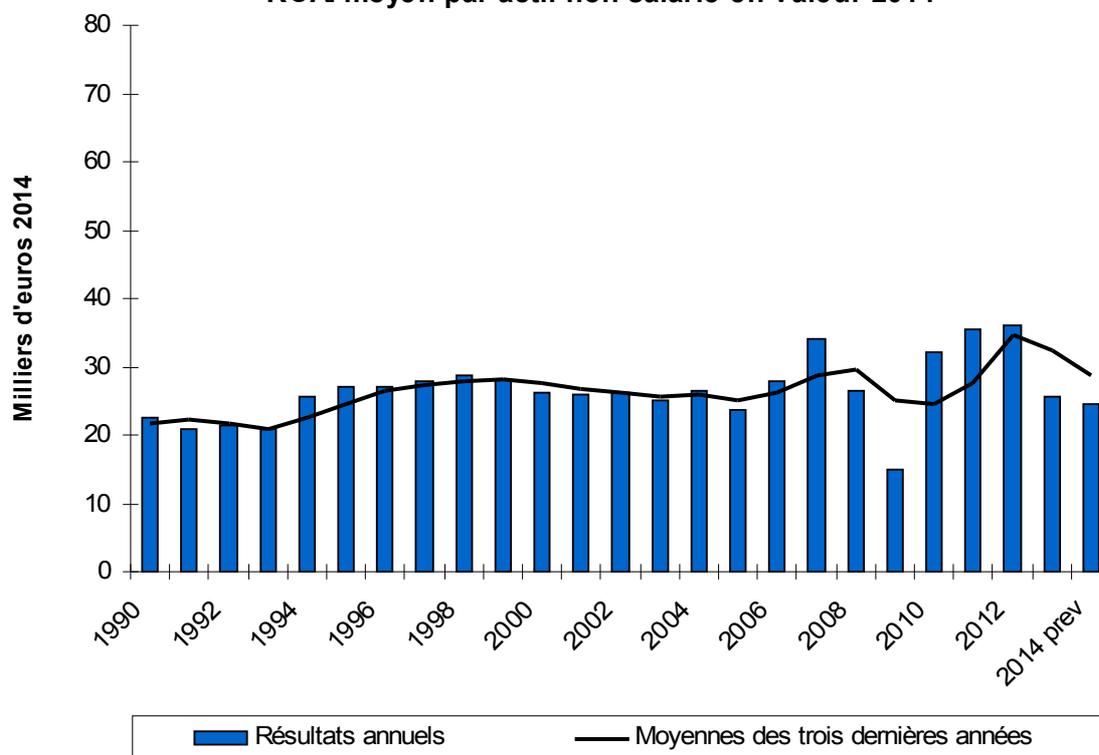
Tableau 4 : Résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en termes réels (RCAI par UTANS) sur longue période selon les catégories d'exploitations

Indice 100 = 2000

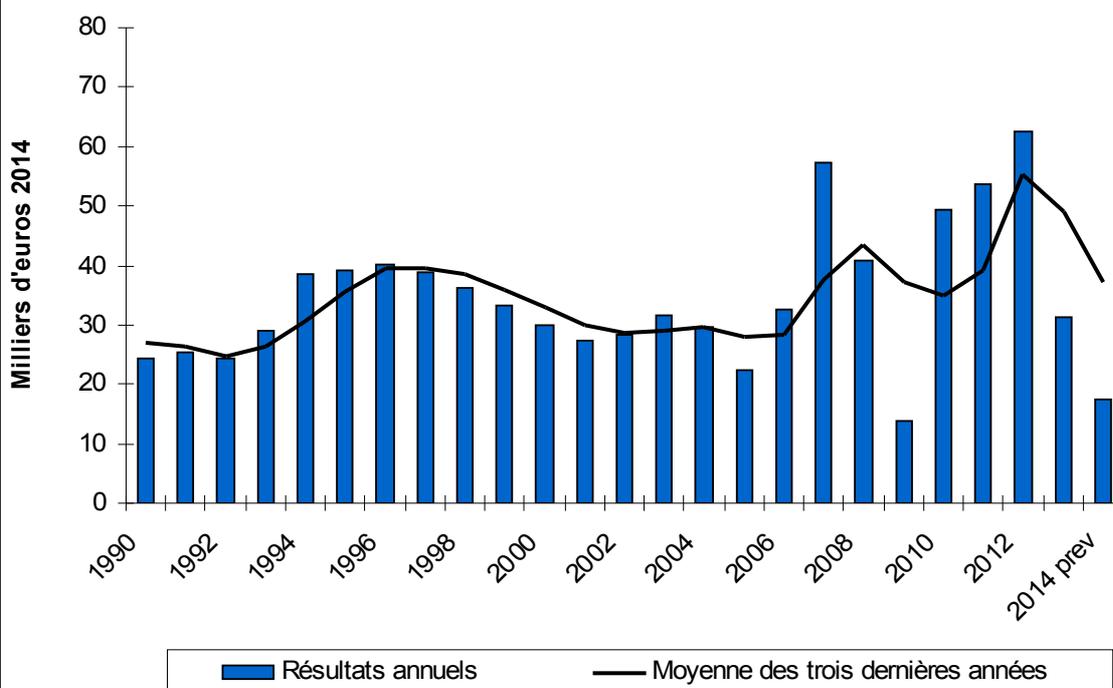
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012	2014 prev
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	100,0	98,5	99,2	95,5	100,6	90,6	106,6	130,2	101,1	56,5	122,1	135,1	137,2	97,9	93,0
Céréales, oléagineux, protéagineux	100,0	79,5	93,1	96,9	95,6	70,9	101,5	207,2	137,1	36,7	160,5	181,8	205,7	68,4	41,8
Cultures générales	100,0	109,7	98,6	120,7	105,9	84,7	125,9	170,3	141,5	65,7	181,2	185,3	229,1	183,9	95,9
Ensemble grandes cultures	100,0	91,6	94,9	105,6	98,9	75,5	109,6	191,7	137,2	46,5	165,6	180,3	209,7	104,9	58,8
Légumes et champignons	100,0	89,8	109,3	87,3	35,6	95,2	81,6	67,6	64,4	56,9	96,6	59,4	88,5	83,1	72,3
Fleurs et horticulture diverse	100,0	91,1	93,5	95,8	68,1	67,9	83,3	79,8	73,1	61,0	82,2	61,6	81,7	65,2	67,4
Ensemble maraîchage et horticulture	100,0	90,9	100,9	92,1	53,7	80,6	82,3	74,3	69,2	59,6	91,4	61,1	85,4	74,4	70,3
Viticulture	100,0	97,1	98,3	82,3	103,5	85,3	86,0	105,5	80,6	63,5	93,0	111,0	90,9	84,5	107,2
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	100,0	145,4	122,3	139,7	91,1	47,2	138,6	122,1	110,7	33,1	82,3	116,8	147,0	140,7	62,4
Bovins lait	100,0	90,0	96,1	87,8	102,0	99,2	99,6	122,8	107,8	54,4	121,1	137,7	109,7	107,3	136,9
Bovins viande	100,0	99,8	127,2	124,8	125,7	117,5	135,0	97,4	69,0	62,7	81,7	87,1	107,9	92,6	72,6
Bovins mixtes	100,0	84,3	108,8	91,2	105,2	108,6	116,6	124,8	101,3	55,1	115,9	134,0	123,3	115,5	127,8
Ovins et caprins	100,0	106,3	122,6	94,6	111,1	92,8	110,1	107,3	76,5	79,5	131,0	124,9	119,3	104,8	129,1
Porcins	100,0	160,5	28,9	39,4	66,5	104,7	133,2	27,9	28,5	55,5	101,3	97,6	124,7	73,1	60,0
Volailles	100,0	114,7	113,3	101,1	97,8	100,2	111,6	146,6	109,8	108,7	137,2	137,5	146,5	92,4	92,9
Ensemble élevages hors sol	100,0	127,7	74,5	74,4	83,9	100,7	119,0	97,1	78,8	78,1	121,0	118,7	131,3	86,6	82,5
Polyculture, polyélevage	100,0	96,6	97,4	99,6	103,6	91,6	108,9	140,0	110,2	49,1	138,0	155,7	159,3	92,1	83,5

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations
 Champ : ensemble des moyennes et grandes exploitations (PBS>25000€)

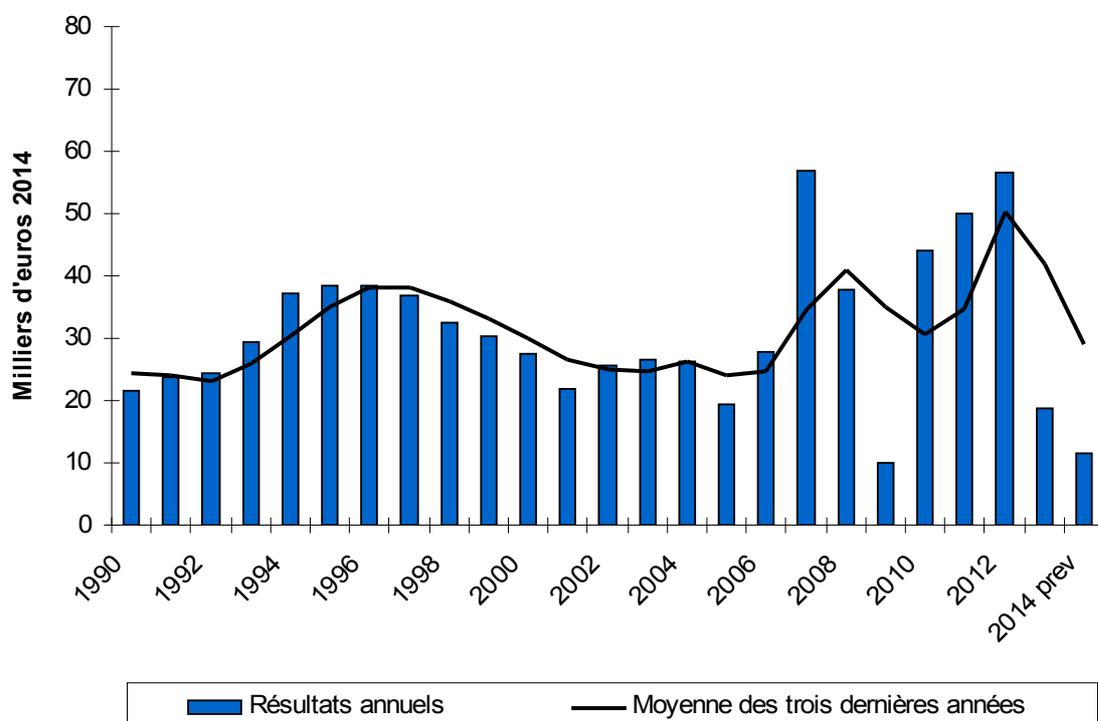
**Graphique 1 : Ensemble des moyennes et grandes exploitation
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014**



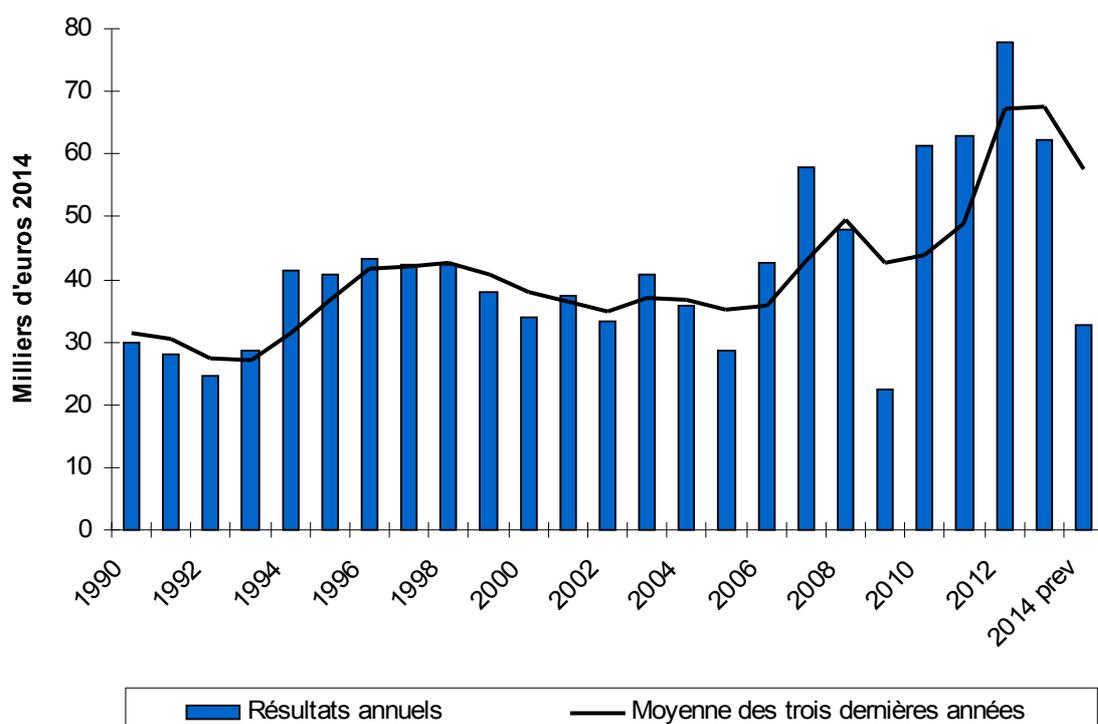
**Graphique 2 : Ensemble des grandes cultures
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 201**



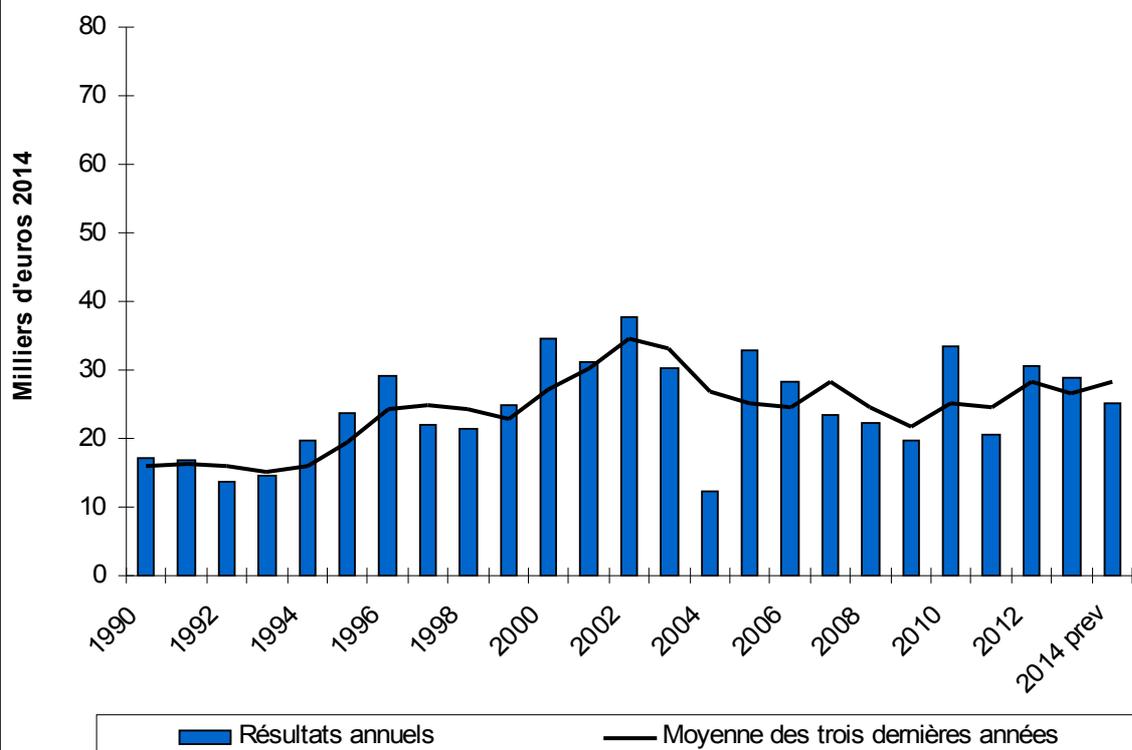
**Graphique 3 : Céréales, oléagineux, protéagineux
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014**



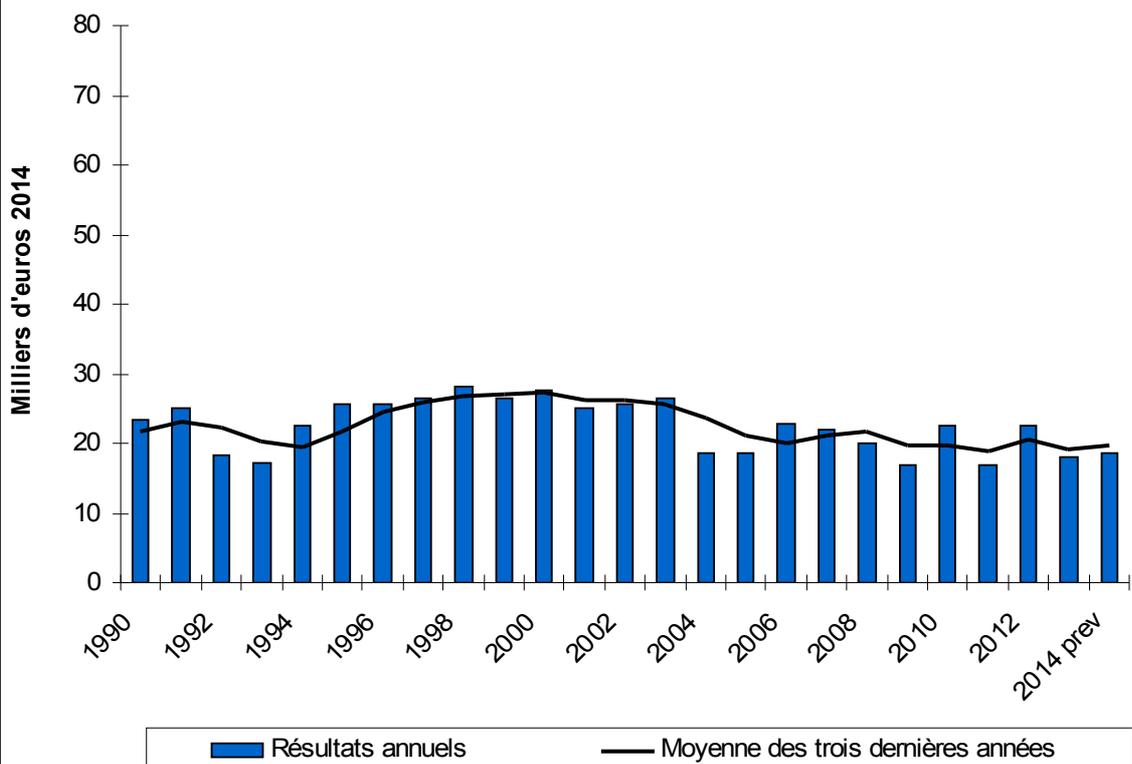
**Graphique 4 : Autres grandes cultures
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014**



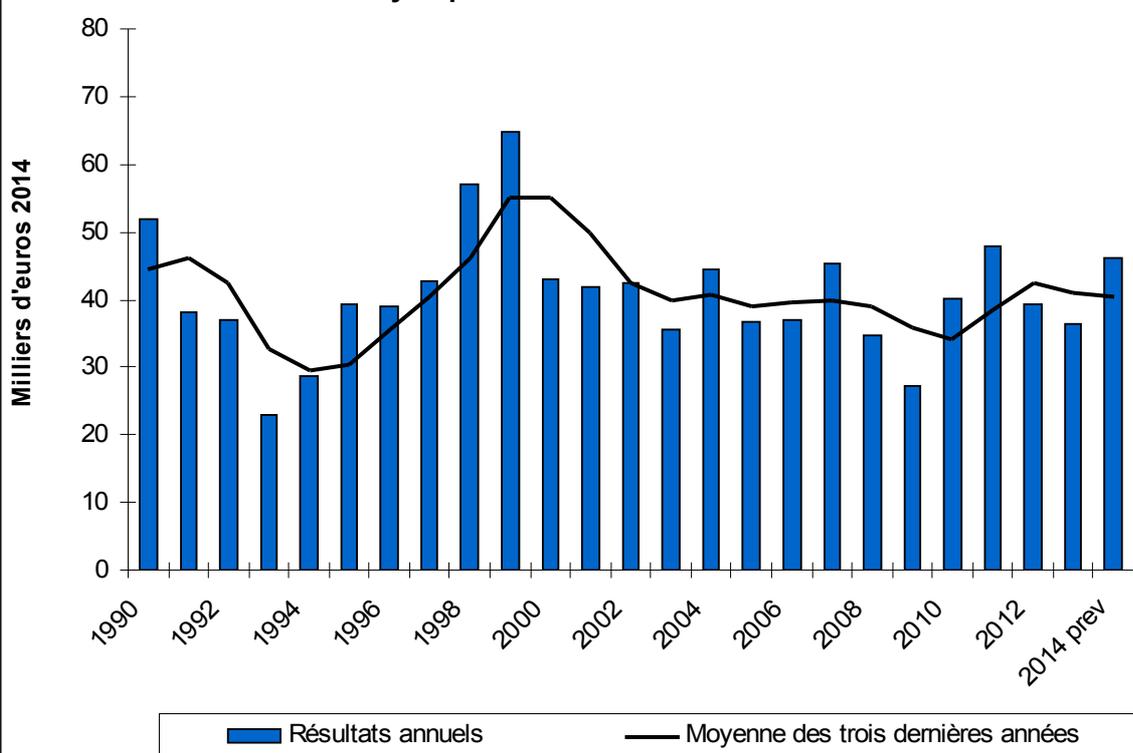
Graphique 5 : Maraîchage
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014



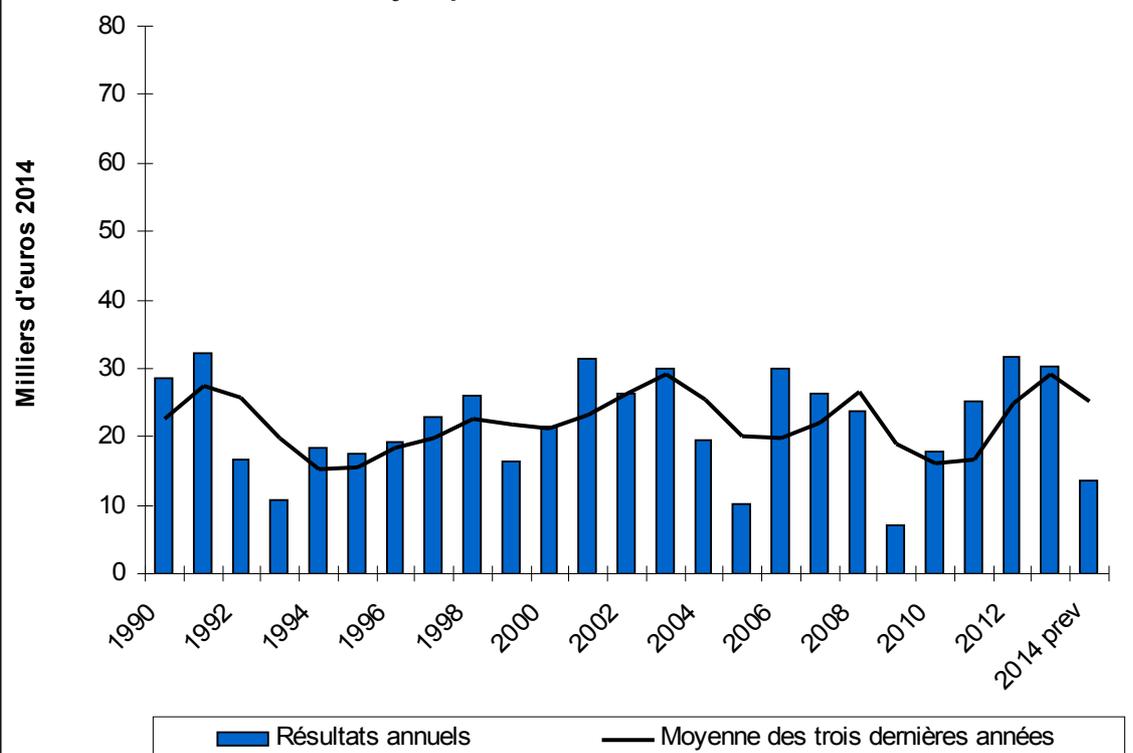
Graphique 6 : Fleurs et horticulture diverse
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014



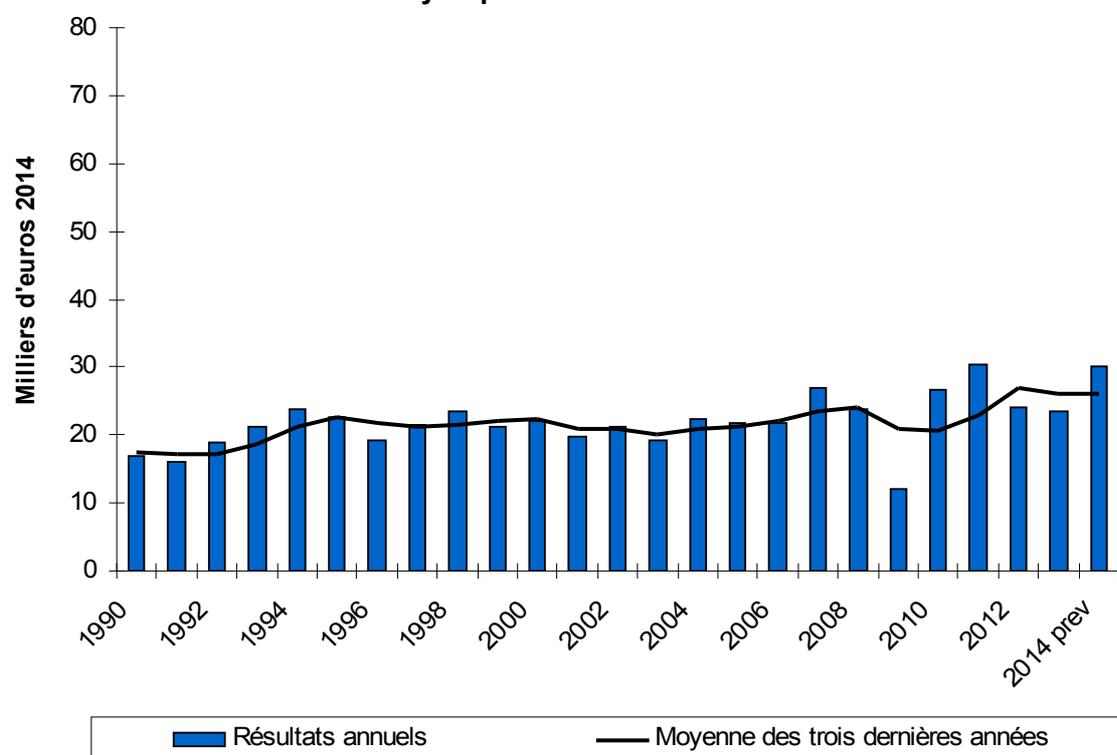
**Graphique 7 : Ensemble viticulture
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014**



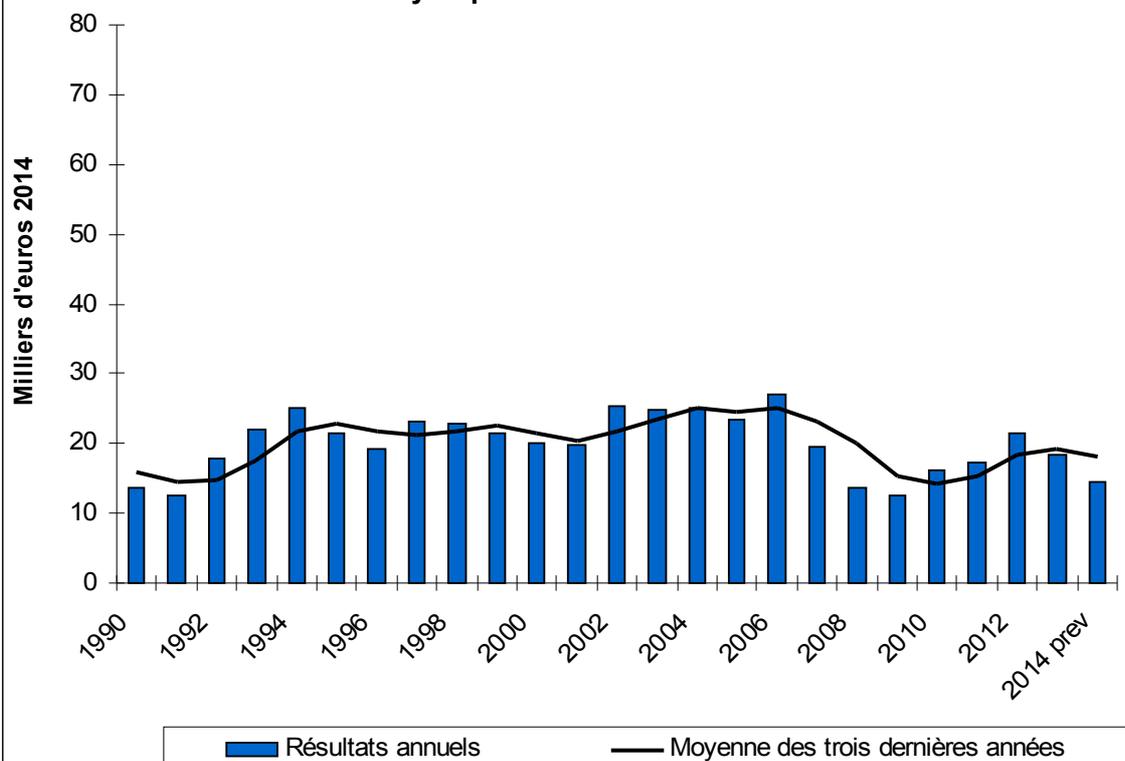
**Graphique 8 : Arboriculture fruitière
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014**



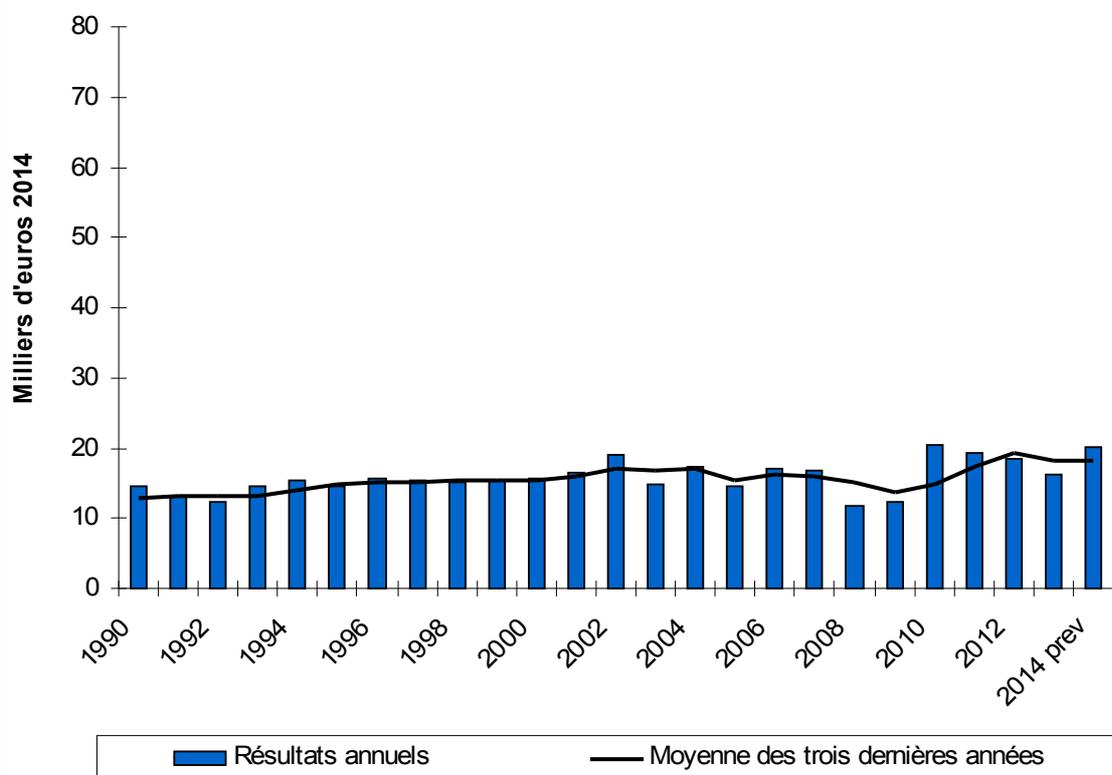
Graphique 9 : Bovins lait
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014



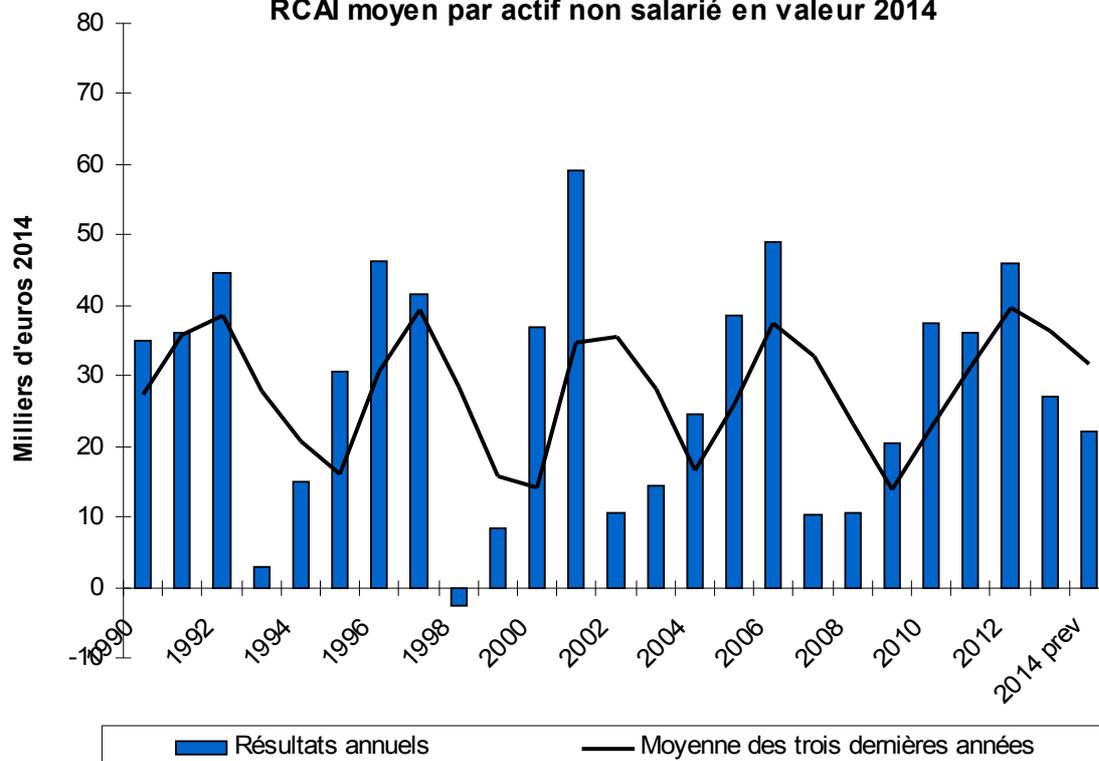
Graphique 10 : Bovins viande
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014



Graphique 11 : Ovins et caprins
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014



Graphique 12 : Élevages porcins
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014



**Graphique 13 : Élevages avicoles
RCAI moyen par actif non salarié en valeur 2014**

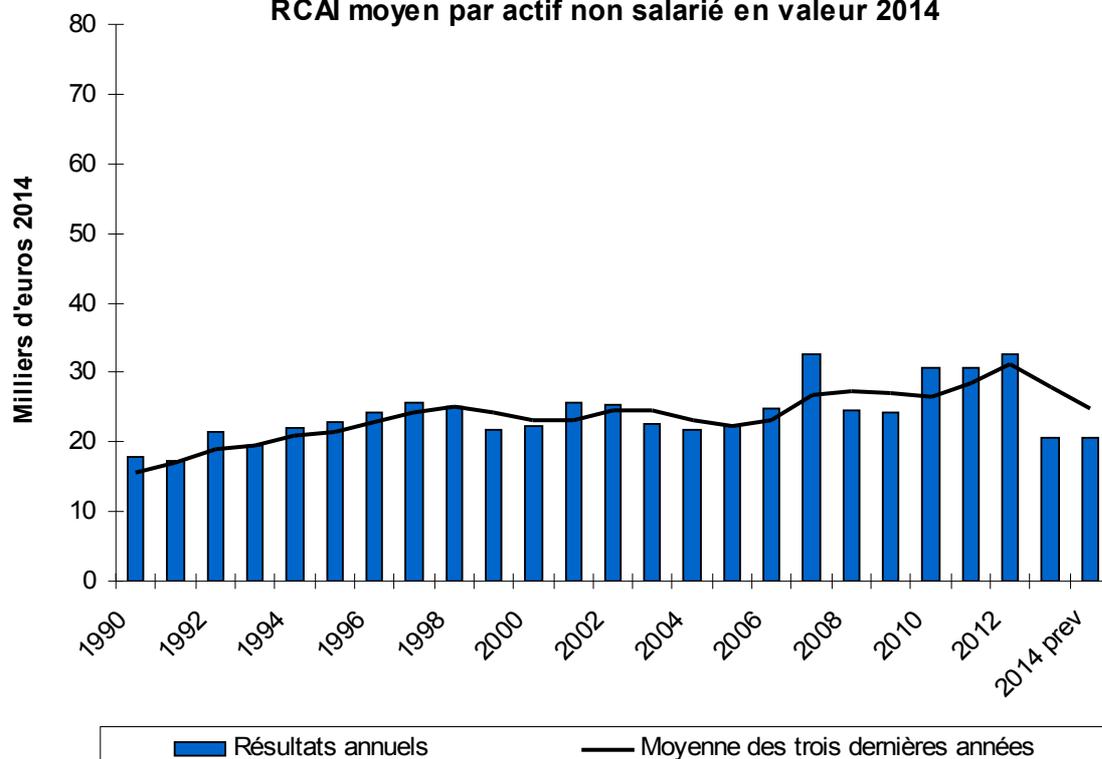


Tableau 5 : Comparaisons prévisions 2013 / réalisé 2013 du résultat courant avant impôts par actif non salarié

	Valeur en milliers d'euros 2013				En %		
	2012	2013 prév (déc. 2013)	2013 prov (juillet 2014)	2013 réalisé (déc. 2014)	évol 2012/2013 prév	évol 2012/2013 prov	évol 2012/2013 réal.
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	35,7	29,4	28,9	25,5	-17,8	-19,1	-28,7
Céréales, oléagineux, protéagineux	56,1	24,2	23,8	18,6	-56,8	-57,5	-66,7
Cultures générales	77,1	50,8	51,0	61,9	-34,1	-33,8	-19,7
Ensemble grandes cultures	62,1	31,8	31,6	31,1	-48,7	-49,1	-50,0
Légumes et champignons	30,4	25,4	26,7	28,6	-16,4	-12,2	-6,1
Fleurs et horticulture diverse	22,3	17,5	15,8	17,8	-21,3	-29,3	-20,1
Ensemble maraîchage et horticulture	25,7	20,8	20,4	22,4	-19,2	-20,7	-12,8
Viticulture	38,8	52,6	54,7	35,8	35,4	40,7	-7,9
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	31,4	32,1	34,1	30,1	2,3	8,7	-4,2
Bovins lait	24,0	25,1	23,3	23,4	5,0	-2,6	-2,2
Bovins viande	21,4	19,8	19,2	18,3	-7,2	-10,0	-14,2
Bovins mixtes	25,5	25,8	24,7	23,9	1,4	-3,1	-6,4
Ovins et caprins	18,4	17,6	17,1	16,1	-4,4	-7,0	-12,1
Porcins	45,6	40,5	38,0	26,8	-11,2	-16,8	-41,3
Volailles	32,5	20,8	20,6	20,5	-35,9	-36,5	-37,0
Ensemble élevages hors sol	34,5	27,5	26,5	22,8	-20,5	-23,4	-34,1
Polyculture, polyélevage	36,3	26,2	24,6	21,0	-27,9	-32,1	-42,2

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations
Champ : ensemble des moyennes et grandes exploitations (PBS>25000€)